

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 42 803

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. São aprovados, para ratificação, produzindo efeitos desde a data neles presente para a sua entrada em funcionamento, a título provisório, o Acordo Monetário Europeu, assinado em Paris em 5 de Agosto de 1955, e os Protocolos adicionais ao mesmo Acordo, cujos textos autênticos e respectivas traduções vão anexos ao presente decreto-lei e dele são parte integrante.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 13 de Janeiro de 1960. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — *António de Oliveira Salazar* — *Pedro Theotónio Pereira* — *Júlio Carlos Alves Dias Botelho Moniz* — *Arnaldo Schulz* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Afonso Magalhães de Almeida Fernandes* — *Fernando Quintanilha Mendonça Dias* — *Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Vasco Lopes Alves* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *José do Nascimento Ferreira Dias Júnior* — *Carlos Gomes da Silva Ribeiro* — *Henrique Veiga de Macedo* — *Henrique de Miranda Vasconcelos Martins de Carvalho*.

Para ser presente à Assembleia Nacional.

Accord Monétaire Européen

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

Considérant les dispositions prises par les Parties Contractantes à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements en date du 19 septembre 1950 pour permettre la terminaison dudit Accord à l'occasion du retour à la convertibilité par un certain nombre de Parties Contractantes;

Considérant qu'en vue de maintenir à un niveau élevé et stable les échanges et la libération entre les Parties Contractantes, ainsi que l'emploi dans leurs pays respectifs — compte tenu de la nécessité de leur stabilité financière intérieure — tout en facilitant le retour au multilatéralisme intégral des échanges et à la convertibilité, il est souhaitable que lors de la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements une source de crédits soit établie, à laquelle toutes les Parties Contractantes pourraient faire appel;

Désireux d'établir également, lors de la cessation des opérations de l'Union, un système multilatéral de règlements compatible avec les régimes de change envisagés par les Parties Contractantes;

Considérant que, si ledit système doit permettre l'adoption par les Parties Contractantes de méthodes différentes en matière de détermination des taux de

change, il est de l'intention de toutes les Parties Contractantes que les marges de fluctuations de leur monnaie soient aussi modérées et aussi stables que possible;

Confiant que le fonctionnement du Fonds Européen et du Système Multilatéral de Règlements aidera les Parties Contractantes à se dispenser de recourir à des arrangements bilatéraux dans leurs relations commerciales et financières réciproques;

Désireux d'établir un cadre institutionnel pouvant permettre la poursuite de la coopération monétaire en Europe et d'aider les Parties Contractantes à exécuter les décisions de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelée ci-dessous l'«Organisation») relatives à la politique commerciale et à la libération des échanges et des transactions invisibles;

Considérant la Recommandation en date du 29 juillet 1955, par laquelle le Conseil de l'Organisation (appelé ci-dessous le «Conseil») a approuvé le texte du présent Accord, l'a recommandé à la signature des Membres de l'Organisation et a décidé que celle-ci assumerait les fonctions prévues au présent Accord dès sa mise en application;

Sont contenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

Fonds Européen Système Multilatéral de Règlements

Les Parties Contractantes établissent entre elles un Fonds Européen (appelé ci-dessous le «Fonds») et un Système Multilatéral de Règlements (appelé ci-dessous le «Système de Règlements»), dont le fonctionnement est assuré dans le cadre de l'Organisation.

TITRE I

Fonds Européen

ARTICLE 2

Objet du Fonds

Le Fonds a pour objet:

1. De fournir aux Parties Contractantes des crédits pour les aider à faire face à leur difficultés temporaires de balance globale de paiements, dans les cas où celles-ci mettraient en danger le maintien du niveau de leurs mesures de libération intra-européenne; et
2. De faciliter le fonctionnement du Système de Règlements.

ARTICLE 3

Capital du Fonds

Le capital du Fonds se compose:

- a) — 1. D'un montant de 113 037 000 unités de compte, au sens de l'article 24 ci-dessous;
2. D'un montant de 123 538 000 dollars des Etats-Unis, souscrit par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique; et
3. De créances sur la Norvège et sur la Turquie, de 10 000 000 et de 25 000 000 d'unités de compte respectivement;

transférés de l'Union Européenne de Paiements au Fonds;

- b) De contributions des Parties Contractantes s'élevant au total à 328 425 000 unités de compte; les mon-

tants desdites contributions sont indiqués au tableau A ci-dessous:

Tableau A

Parties contractantes	Montant des contributions — En unités de compte
Allemagne	42 000 000
Autriche	5 000 000
U. E. B. L.	30 000 000
Danemark	15 000 000
France	42 000 000
Grèce	2 850 000
Islande	1 000 000
Italie	15 000 000
Norvège	15 000 000
Pays-Bas	30 000 000
Portugal	5 000 000
Royaume-Uni	86 575 000
Suède	15 000 000
Suisse	21 000 000
Turquie	3 000 000
<i>Total</i>	<i>328 425 000</i>

ARTICLE 4

Versement du capital

a) Le montant de 113 037 000 unités de compte visé à l'article précédent est transféré au Fonds, en or, en dollars des Etats-Unis ou en monnaies convertibles de pays autres que les Parties Contractantes à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne, dès l'entrée en vigueur du présent Accord;

b) Les créances de 10 000 000 et 25 000 000 d'unités de compte visées à l'article précédent sont transférées au Fonds dès l'entrée en vigueur du présent Accord. Lesdites créances portent intérêt au taux de 3 pour cent par an et sont payables en or au Fonds en treize annuités constantes, la première annuité arrivant à échéance à la fin de la troisième année à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord. Les intérêts au titre des deux premières années à compter de cette date seront payés en or au Fonds à la fin de chaque semestre;

c) Le montant de 123 538 000 dollars des Etats-Unis visé à l'article précédent est mis à la disposition du Fonds conformément aux décisions de l'Organisation, dans la mesure nécessaire pour maintenir les avoirs liquides du Fonds au niveau requis pour lui permettre de faire face à tout moment à ses obligations, à condition que:

1. Avant tout paiement au titre de ce montant, les Parties Contractantes aient payé au titre de leurs contributions un montant total de 148 037 000 unités de compte;

2. Lors de chaque paiement, les Parties Contractantes paient au titre de leurs contributions un montant équivalant audit paiement.

d) Les contributions des Parties Contractantes sont payées au Fonds conformément aux décisions de l'Organisation, dans la mesure nécessaire pour maintenir les avoirs liquides du Fonds au niveau requis pour lui permettre de faire face à tout moment à ses obligations. Les paiements sont effectués en or, proportionnellement au montant des contributions. Toutefois, l'Organisation pourra décider que certaines Parties Contractantes ne seront appelées, en raison de leur situation spéciale, à payer tout ou partie de leur contribution qu'après le paiement total des autres contributions, sans que les montants dont le paiement sera ainsi différé puissent excéder au total 56 850 000 unités de

compte; une telle décision sera sujette à révision en cas de modification de la situation des Parties Contractantes.

ARTICLE 5

Remboursements

a) Dans la mesure où tout ou partie des montants payés en vertu de l'article 4 ci-dessus cesseront d'être nécessaires pour les besoins du Fonds, ils pourront être remboursés ou bloqués à un compte spécial en vertu d'une décision de l'Organisation;

b) Les remboursements décidés par l'Organisation sont faits en or aux Parties Contractantes proportionnellement au montant de leurs contributions; toutefois, le remboursement des contributions dont le paiement a été différé conformément à une décision prise en vertu du paragraphe d) de l'article 4 ci-dessus sera, le cas échéant, effectué avant le remboursement d'autres contributions. Les montants remboursés en vertu du présent article peuvent être à nouveau appelés dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus;

c) Un montant égal aux remboursements effectués en vertu du présent article doit être bloqué à un compte spécial du Fonds, sauf dans la mesure où lesdits remboursements portent sur des contributions dont le paiement a été différé conformément à une décision prise en vertu du paragraphe d) de l'article 4 ci-dessus;

d) Les montants bloqués en vertu du paragraphe précédent ne peuvent être utilisés aux fins du présent Accord avant sa terminaison. Toutefois, si les Parties Contractantes sont de nouveau appelées à faire des paiements au titre de leurs contributions, ces montants doivent être mis à nouveau à la disposition du Fonds à concurrence d'un montant équivalant à celui des paiements effectués. Tant que les montants bloqués n'ont pas été en totalité mis à nouveau à la disposition du Fonds, aucun paiement ne peut être fait au Fonds au titre du montant de 123 538 000 dollars des Etats-Unis visé à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 6

Intérêts

Les contributions versées au Fonds en vertu de l'article 4 ci-dessus bénéficieront d'un intérêt payé au moyen des recettes du Fonds, au taux qui sera déterminé par l'Organisation. Le paiement des intérêts sera effectué en or.

ARTICLE 7

Octroi des crédits

a) Des crédits peuvent être accordés par le Fonds aux Parties Contractantes qui en font la demande. La décision d'accorder un crédit est prise par l'Organisation, qui fixe les délais de remboursements, le taux des intérêts et commissions, ainsi que toute condition, financière ou autre, attachée au crédit;

b) Les crédits sont exprimés en unités de compte. Ils sont mis à la disposition et remboursables en or et les intérêts et commissions sont payables en or;

c) Les crédits sont accordés pour une durée maximum de deux ans. Les crédits utilisés doivent être remboursés dans un délai n'excédant pas deux ans à compter de la date à laquelle ils sont accordés. Ils peuvent être remboursés avant la date d'échéance;

d) Les crédits utilisés peuvent être représentés par un instrument que l'Organisation pourra céder avec l'accord de la Partie Contractante en cause et de la Partie Contractante dans la monnaie de laquelle la cession serait effectuée, sans que cette cession puisse comporter l'octroi d'une garantie par le Fonds.

TITRE II

Système Multilatéral de Règlements

ARTICLE 8

Objets du Système de Règlements

Le Système de Règlements a pour objet de faciliter le règlement des transactions effectuées dans les monnaies et entre les zones monétaires des Parties Contractantes, en leur permettant de disposer de moyens de financement temporaires et d'obtenir périodiquement le règlement de leurs créances à des conditions déterminées à l'avance et de les aider par là à atteindre les objectifs et à satisfaire aux conditions prévues au préambule du présent Accord.

ARTICLE 9

Marges des cours de change

a) Chaque Partie Contractante fixera, en vue de limiter les fluctuations de sa monnaie, des cours acheteur et vendeur pour l'or, le dollar des Etats-Unis ou une autre monnaie, et notifiera à chacune des autres Parties Contractantes et à l'Organisation les cours ainsi fixés, sur la base desquels seront effectués les calculs et les règlements prévus au présent titre;

b) Dans le cas où une Partie Contractante fixe un cours acheteur et vendeur unique, elle le notifiera conformément aux dispositions du paragraphe précédent;

c) Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas en ce qui concerne les monnaies des Parties Contractantes pour lesquelles des cours acheteur et vendeur ne sont déclarés par la banque centrale d'aucune autre Partie Contractante.

ARTICLE 10

Financement Interiminaire

a) Chaque Partie Contractante est tenue de mettre à la disposition de toute autre Partie Contractante les montants de sa monnaie demandés par la seconde Partie Contractante, sans exiger de règlements en or ou en devises d'un pays tiers, dans l'intervalle des règlements prévus à l'article 12 ci-dessous;

b) Toutefois, une Partie Contractante ne peut mettre à la disposition d'autres Parties Contractantes, au titre du présent article, des montants de monnaie dépassant au total l'équivalent du montant indiqué en ce qui la concerne au tableau B ci-dessous et une Partie Contractante ne peut obtenir la mise à sa disposition par d'autres Parties Contractantes, au titre du présent article, de montants de monnaies dépassant au total l'équivalent du montant indiqué en ce qui la concerne au tableau B ci-dessous:

Tableau B

Parties contractantes	Montants — En millions de dollars des Etats-Unis
Allemagne	30
Autriche	5
U. E. B. L.	20
Danemark	12
France	32
Grèce	7,5
Islande	2
Italie	13

Parties contractantes	Montants — En millions de dollars des Etats-Unis
Norvège	12
Pays-Bas	22
Portugal	5
Royaume-Uni	64
Suède	16
Suisse	15
Turquie	7,5

c) Les montants de monnaies mis à la disposition d'une Partie Contractante en vertu du présent article portent intérêt payable par ladite Partie Contractante à un taux uniforme fixé par l'Organisation.

ARTICLE 11

Créances et dettes

a) Chaque Partie Contractante doit notifier au terme de chaque période au titre de laquelle des règlements sont exécutés (appelée ci-dessous «période comptable»):

1. Les montants de monnaie mis par elle à la disposition de chacune des autres Parties Contractantes et les montants de monnaie mis à sa disposition par chacune des autres Parties Contractantes en vertu de l'article 10 ci-dessus, non remboursés au terme de la période comptable en cause;

2. Les montants qu'elle détient dans la monnaie de chacune des autres Parties Contractantes — en spécifiant les montants de monnaies achetés en vertu d'arrangements ad hoc notifiés conformément aux dispositions de l'article 15 ci-dessous — dont elle entend obtenir le règlement en vertu du présent Accord; et

3. Les soldes des comptes tenus en vertu d'accords bilatéraux de paiements notifiés conformément aux dispositions de l'article 16 ci-dessous; les soldes notifiés en vertu du présent sous-paragraphe ne peuvent excéder la marge de crédit prévue par l'accord en cause tel qu'il a été notifié conformément aux dispositions de l'article 16 ci-dessous.

b) En vue du calcul des créances et dettes bilatérales de chaque Partie Contractante à l'égard de chacune des autres Parties Contractantes au terme d'une période comptable, les montants notifiés en vertu du paragraphe a) du présent article, pour ladite période comptable, sont convertis en dollars des Etats-Unis:

1. Pour les montants visés au paragraphe a), 1, du présent article, sur la base du cours acheteur notifié en application de l'article 9 ci-dessus;

2. Pour les montants visés au paragraphe a), 2, du présent article, sur la base du cours vendeur notifié en application de l'article 9 ci-dessus; et

3. Pour les soldes visés au paragraphe a), 3, du présent article, sur la base du taux convenu entre les Parties Contractantes en cause.

c) Dans les cas où les cours notifiés par une Partie Contractante en application de l'article 9 ci-dessus sont fixés par rapport à l'or ou à une monnaie autre que le dollar des Etats-Unis, ladite Partie Contractante notifiera en outre la relation qu'elle entend fixer, en vue des calculs et des règlements prévus au présent titre, entre l'or ou la monnaie dans laquelle la notification est effectuée, suivant le cas, et le dollar des Etats-Unis;

d) La créance ou la dette nette d'une Partie Contractante au terme d'une période comptable est égale à la différence entre le total de ses créances bilatérales et le total de ses dettes bilatérales calculées conformément au paragraphe b) du présent article.

ARTICLE 12

Règlement

a) La créance ou la dette nette de chaque Partie Contractante au terme d'une période comptable est régie par des versements de dollars des Etats-Unis effectués par le Fonds ou au Fonds; les créances et les dettes bilatérales des Parties Contractantes sont réglées par voie de conséquence;

b) La date de valeur des règlements est fixée, pour chaque période comptable, conformément aux décisions de l'Organisation;

c) Tout défaut d'effectuer un versement de dollars des Etats-Unis au Fonds en vertu du présent article sera supporté, dans la mesure où le montant non versé porterait le total des montants dus au Fonds en vertu du présent article et non versés au-delà de 50 millions de dollars des Etats-Unis, par les Parties Contractantes ayant, pour la période comptable en cause, des créances bilatérales à l'égard de la Partie Contractante défaillante, proportionnellement au montant desdites créances bilatérales. A cet effet, lesdites Parties Contractantes feront des versements de dollars des Etats-Unis au Fonds et recevront des créances d'un montant égal sur le Fonds; lorsque la Partie Contractante défaillante fera des versements au Fonds en vertu du présent article, des remboursements seront faits au titre desdites créances, proportionnellement à leur montant;

d) Les dettes des Parties Contractantes envers le Fonds résultant du défaut d'effectuer un versement de dollars des Etats-Unis au Fonds en vertu du présent article, ainsi que les dettes du Fonds envers les Parties Contractantes résultant de l'application du paragraphe c) du présent article, sont exprimées en unités de compte.

ARTICLE 13

Modification des marges de cours de change

Au cas où les cours acheteur ou vendeur notifiés en application de l'article 9 ci-dessus seraient modifiés par une Partie Contractante au cours d'une période comptable,

1. Les montants et soldes visés au paragraphe a) de l'article 11 ci-dessus seront notifiés par la Partie Contractante en cause et par les autres Parties Contractantes en ce qui concerne leurs relations avec la première, aussitôt que possible après la modification, pour la période antérieure à celle-ci; et

2. Les créances et les dettes bilatérales de la Partie Contractante en cause seront calculées séparément pour la période antérieure et pour la période postérieure à la modification, sur la base des cours acheteur et vendeur notifiés pour chacune de ces périodes.

ARTICLE 14

Modification du prix ou de la politique de l'or des Etats-Unis

a) Au cas de modification du prix de l'or fixé par les Etats-Unis d'Amérique, ou de restriction de la politique d'achat et de vente de l'or suivie par les autorités financières des Etats-Unis d'Amérique à l'égard d'une Partie Contractante,

1. Les Parties Contractantes notifieront les montants et soldes visés au paragraphe a) de l'article 11 ci-dessus, aussitôt que possible après la modification ou la restriction intervenue, pour la période antérieure à celle-ci;

2. Les créances et les dettes bilatérales des Parties Contractantes seront calculées, pour la période antérieure à la modification ou à la restriction, sur la base

des cours vendeurs notifiés en application de l'article 9 ci-dessus, ou des taux convenus visés au paragraphe b), 3, de l'article 11 ci-dessus, en excluant les montants notifiés en vertu du paragraphe a), 1, de l'article 11 ci-dessus; la créance ou la dette de chaque Partie Contractante ainsi calculée sera réglée dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus à la date de valeur fixée par l'Organisation;

3. Les montants notifiés en vertu du paragraphe a), 1, de l'article 11 ci-dessus, calculés en dollars des Etats-Unis sur la base des cours acheteurs notifiés pour la période antérieure à la modification ou à la restriction, seront convertis en or sur la base du prix officiel de l'or fixé par les Etats-Unis d'Amérique avant la modification ou la restriction (à l'exclusion de toute commission); la créance ou la dette correspondant pour chaque Partie Contractante au montant net sera réglée en or à la date de valeur fixée par l'Organisation;

4. Tout défaut d'effectuer un paiement en vertu du présent article sera considéré comme un défaut d'effectuer un versement de dollars des Etats-Unis en vertu de l'article 12 ci-dessus.

b) Au cas de modification du prix de l'or fixé par les Etats-Unis d'Amérique,

1. L'Organisation procédera aussitôt que possible à un examen général du fonctionnement du présent titre afin de décider des modifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux dispositions du présent titre, pour tenir compte de la modification intervenue;

2. Une telle décision ne pourra être prise qu'avec l'accord de Parties Contractantes représentant au moins 50 pour cent des contributions au sens de l'article 33 ci-dessous, et le présent titre prendra fin, en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à cette décision, au terme de la période comptable au cours de laquelle elle sera prise; les règlements se rapportant à ladite période comptable seront néanmoins exécutés.

c) Au cas de restriction de la politique d'achat et de vente de l'or suivie par les autorités financières des Etats-Unis d'Amérique à l'égard d'une Partie Contractante,

1. L'Organisation procédera aussitôt que possible à un examen général du fonctionnement du présent titre, afin de décider les conditions dans lesquelles le présent titre pourra être prorogé postérieurement à la restriction intervenue;

2. Si une Partie Contractante ne participe pas à une décision prise par l'Organisation dans les conditions prévues au sous-paragraphe précédent, le présent titre prendra fin en ce qui la concerne et les autres Parties Contractantes maintiendront en vigueur entre elles le présent titre, sans préjudice des dispositions du paragraphe c) de l'article 33 ci-dessus, aux conditions qu'elles détermineront; le retrait de la Partie Contractante en cause prendra effet lors de la restriction intervenue et les règlements prévus au présent paragraphe seront néanmoins exécutés.

d) Au cas où, lors d'une modification ou d'une restriction intervenue dans les conditions prévues au présent article, les règlements se rapportant à la période comptable précédant la modification ou la restriction n'auraient pas été effectués, le calcul et le règlement des créances et des dettes se rapportant à ladite période comptable seront effectués conformément aux dispositions du paragraphe a) du présent article.

ARTICLE 15

Arrangements ad hoc

Les arrangements ad hoc conclus entre deux Parties Contractantes pour le soutien de leurs monnaies, ainsi

que les amendements auxdits arrangements, devront être notifiés à l'Organisation par les Parties Contractantes en cause si celles-ci désirent que les soldes des comptes tenus en vertu desdits arrangements puissent entrer éventuellement dans le calcul de leurs créances et dettes bilatérales.

ARTICLE 16

Accords bilatéraux de paiements

a) Dans le cas où des accords bilatéraux de paiements prévoyant des marges de crédit seraient maintenus en vigueur ou conclus entre deux Parties Contractantes, lesdits accords devront être notifiés à l'Organisation avec l'indication de leur durée ainsi que des clauses financières qu'ils comportent et notamment le montant des marges de crédit, la monnaie de compte et le taux convenu en vue des calculs et des règlements prévus au présent titre. Les Parties Contractantes en cause devront également notifier à l'Organisation les amendements aux clauses financières desdits accords;

b) L'Organisation pourra adresser des recommandations aux Parties Contractantes en cause pour la révision des dispositions desdits accords si elle estime que leurs dispositions peuvent porter atteinte au bon fonctionnement du Système de Règlements ou sont contraires aux objectifs prévus au préambule du présent Accord;

c) Si ces recommandations restent sans effet, l'Organisation pourra décider que les soldes des comptes tenus en vertu desdits accords n'entreront pas en compte dans le calcul des créances et des dettes bilatérales des Parties Contractantes en cause. Dans le cas, toutefois, où, en méconnaissance d'une telle décision, lesdits soldes auraient été pris en compte dans des règlements effectués en vertu de l'article 12 ci-dessus, la Partie Contractante dont la créance nette a été augmentée ou la dette nette diminuée par l'inclusion des soldes visés par ladite décision, fera un versement équivalent en dollars des Etats-Unis au Fonds et le Fonds fera un versement équivalent à l'autre Partie Contractante;

d) Les dispositions du paragraphe précédent s'appliqueront dans le cas où les soldes notifiés en vertu du paragraphe a), 3, de l'article 11 ci-dessus excéderaient les marges de crédit prévues par l'accord en cause tel qu'il a été notifié à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe a) du présent article.

TITRE III

Régime administratif et financier

ARTICLE 17

Organes administratifs

Le fonctionnement du Fonds et du Système de Règlements est assuré sous l'autorité du Conseil par un Comité Directeur et par la Banque des Règlements Internationaux agissant en vertu d'un accord entre l'Organisation et la Banque, comme agent de l'Organisation (appelé ci-dessous l'« Agent »).

ARTICLE 18

Conseil

a) Le Conseil a le pouvoir de prendre, sous réserve des dispositions de l'article 19 ci-dessous, les décisions nécessaires à l'exécution du présent Accord;

b) Sous réserve des dispositions des paragraphes c) à f) du présent article, de l'article 14 ci-dessus et des articles 31 et 32 ci-dessous,

1. Les décisions prises par le Conseil en vertu du présent Accord sont prises par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes, à l'exception des Parties Contractantes qui sont absentes ou qui s'abstiennent; et

2. Lesdites décisions sont obligatoires pour toutes les Parties Contractantes et cessent d'être obligatoires pour une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin, sous réserve des dispositions du paragraphe e), 1, de l'article 30 et du paragraphe e), 1, de l'article 33 ci-dessous.

c) L'accord d'une Partie Contractante n'est pas nécessaire;

1. Soit pour l'adoption d'une décision tendant à suspendre en ce qui la concerne l'application du présent Accord conformément au paragraphe a) de l'article 29 ci-dessous;

2. Soit pour la constatation, faite conformément au paragraphe b) de l'article 29 ci-dessous, qu'elle n'a pas effectué un paiement dû en vertu des dispositions du titre II du présent Accord;

3. Soit pour l'adoption d'une décision prise au cours de la période pendant laquelle l'application du présent Accord est suspendue en ce qui la concerne;

4. Soit pour l'adoption d'une recommandation tendant à réviser un accord bilatéral de paiements auquel elle est partie ou d'une décision tendant à exclure du calcul de ses créances ou dettes bilatérales les soldes des comptes tenus en vertu dudit accord.

d) L'accord d'une Partie Contractante pour laquelle les dispositions du titre II ci-dessus ont cessé d'être en vigueur n'est pas nécessaire pour l'adoption des décisions relatives à la modification ou à l'exécution des dispositions du titre II à l'exception du paragraphe c) de l'article 12. Lesdites décisions ne sont pas obligatoires pour ladite Partie Contractante, sous réserve des dispositions des paragraphes b) et c) de l'article 14 ci-dessus et du paragraphe b) de l'article 31 ci-dessous;

e) Les décisions du Conseil relatives à la liquidation du Fonds sont prises par accord mutuel de tous les membres de l'Organisation qui sont ou ont été à un moment quelconque Parties Contractantes au présent Accord, à l'exception des Membres qui sont absents ou qui s'abstiennent. Lesdites décisions sont obligatoires pour tous les Membres de l'Organisation qui sont ou ont été à un moment quelconque Parties Contractantes;

f) Toute décision du Conseil prise en vertu des paragraphes b) ou c) de l'article 33 ci-dessous est prise par accord mutuel de tous les Membres de l'Organisation, à l'exception des Membres qui sont absents ou s'abstiennent.

ARTICLE 19

Comité Directeur

a) Le Comité Directeur est composé de sept membres au maximum; les membres sont nommés par le Conseil, parmi les personnes présentées par les Parties Contractantes. Tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin en vertu des articles 30 ou 32 ci-dessous cesse de ce fait d'être membre du Comité Directeur. Sauf décision contraire de l'Organisation, tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle l'application du présent Accord est suspendue en vertu de l'article 29 ci-dessous, ne peut assister aux séances du Comité Directeur pendant la durée de cette suspension. Le mandat des membres du Comité Directeur est, sauf décision contraire du Conseil, d'une durée d'un an. Il est renouvelable;

b) Chaque membre du Comité Directeur désigne un suppléant avec l'approbation du Conseil. Les sup-

pléants ne peuvent être remplacés qu'avec l'approbation du Conseil. Ils peuvent assister aux séances du Comité Directeur et exercent les fonctions des membres lorsque ceux-ci sont empêchés;

c) Le Conseil désigne chaque année, parmi les membres du Comité Directeur, un président et deux vice-présidents;

d) Un représentant nommé par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique peut assister aux séances du Comité Directeur avec le droit de participer à ses discussions, mais non à ses décisions. Il peut désigner un suppléant qui peut assister aux séances du Comité Directeur et exercer les fonctions de représentant lorsque celui-ci est empêché;

e) Le président du Comité des Paiements Intra-Européens de l'Organisation peut également assister aux séances du Comité Directeur avec le droit de participer à ses discussions, mais non à ses décisions. Le Comité Directeur peut inviter d'autres personnes à assister à ses séances;

f) Le Comité Directeur est chargé de veiller à l'exécution du présent Accord; il exerce à cet effet tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil. Ses fonctions sont exercées conformément aux décisions du Conseil. Le Comité Directeur fait rapport périodiquement au Conseil sur l'exécution de son mandat;

g) Les décisions du Comité Directeur sont prises à la majorité, soit par quatre membres au minimum. Les décisions du Comité Directeur ne peuvent être modifiées par le Conseil que si elles sont contraires au présent Accord ou aux décisions prises antérieurement par le Conseil;

h) Les décisions du Comité Directeur sont obligatoires pour toutes les Parties Contractantes, tant qu'une décision n'est pas prise par le Conseil en vertu du paragraphe g) du présent article, et cessent d'être obligatoires pour une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin, sous réserve des dispositions du paragraphe e), 1, de l'article 30 et du paragraphe e), 1, de l'article 33 ci-dessous. Toutefois les décisions du Comité Directeur relatives à l'exécution des dispositions du titre II ci-dessus ne sont pas obligatoires pour les Parties Contractantes pour lesquelles les dispositions du titre II ont cessé d'être en vigueur, sous réserve des dispositions des paragraphes b) e c) de l'article 14 ci-dessus et du paragraphe b) de l'article 31 ci-dessous;

i) Le Comité Directeur adopte son règlement intérieur.

ARTICLE 20

Agent

a) L'Agent est chargé d'assurer, conformément aux décisions du Conseil et du Comité Directeur, l'exécution de toutes les opérations financières résultant du présent Accord, en ce qui concerne le Fonds et le Système de Règlements, et en particulier la gestion des avoirs du Fonds visés à l'article 22 ci-dessous;

b) Si une Partie Contractante, en communiquant une information à l'Agent aux fins du présent Accord, lui notifie qu'elle désire que cette information soit considérée comme confidentielle, l'Agent doit tenir dûment compte de cette notification lorsqu'il fait usage de l'information en question;

c) L'Agent soumet des rapports périodiques à l'Organisation.

ARTICLE 21

Banques centrales

L'exécution de toutes les opérations financières résultant du présent Accord est assurée, en ce qui concerne chacune des Parties Contractantes, par sa banque cen-

trale. La banque centrale d'une Partie Contractante est, au sens du présent Accord, la banque centrale ou toute autre autorité monétaire désignée par ladite Partie Contractante.

ARTICLE 22

Avoirs du Fonds

a) Les avoirs du Fonds sont confiés à l'Organisation et affectés aux fins du présent Accord;

b) Les avoirs du Fonds comprennent les montants payés au Fonds conformément au présent Accord, les créances du Fonds résultant des dispositions du présent Accord, ainsi que les produits et revenus desdits montants et créances;

c) Les avoirs du Fonds sont utilisés pour couvrir les paiements faits par le Fonds conformément au présent Accord, les engagements du Fonds résultant des dispositions du présent Accord, ainsi que les frais exposés à l'occasion desdits paiements et de la gestion des avoirs du Fonds et, si l'Organisation en décide ainsi, les frais exposés en vertu des articles 20 et 23.

ARTICLE 23

Comptes

a) Les comptes du Fonds sont tenus par l'Agent qui établit chaque année et soumet au Comité Directeur un bilan et un compte de profits et pertes;

b) Les comptes et le bilan sont vérifiés par des commissaires aux comptes indépendants nommés par le Conseil, auquel ils font rapport;

c) Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis par le Comité Directeur à l'approbation du Conseil.

ARTICLE 24

Unité de compte

Les comptes du Fonds sont tenus dans une unité de compte fixée à 0,888 670 88 gramme d'or fin.

ARTICLE 25

Privilèges et immunités

a) Les dispositions des titres II et III du Protocole Additionnel n° 1 à la Convention de Coopération Economique Européenne en date du 16 avril 1948 sont applicables au Fonds, ainsi qu'aux avoirs du Fonds, y compris leurs revenus, sans préjudice des dispositions des paragraphes b) et c) du présent article;

b) Les avoirs du Fonds, y compris leurs revenus, où qu'ils se trouvent et quels que soient leurs détenteurs, ainsi que les opérations et transactions autorisées par le présent Accord, sont exonérés de tous impôts et de tous droits de douane;

c) Les dispositions de l'article 5 du Protocole visé au paragraphe a) du présent article s'appliquent à l'or faisant partie des avoirs du Fonds ainsi qu'à toutes les transactions portant sur cet or.

TITRE IV

Dispositions finales

ARTICLE 26

Modifications

Les dispositions des articles 3 (y compris le tableau A), 4, d), 7, 9 à 16 (y compris le tableau B), 19, 24 et 28 à 33 du présent Accord peuvent être modifiées par décision de l'Organisation.

ARTICLE 27

Ratification

a) Le présent Accord sera ratifié par les signataires; ceux-ci le soumettront à cet effet sans délai aux autorités constitutionnellement compétentes;

b) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation, qui notifiera chaque dépôt à tous les signataires;

c) Le présent Accord entrera en vigueur dès le dépôt des instruments de ratification par tous les signataires, à condition:

1. Que l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements ait pris fin dans les conditions prévues au paragraphe c) de l'article 36 dudit Accord;

2. Que les conditions prévues au paragraphe 12 bis de l'annexe B à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements pour le transfert des montants visés à l'article 3, a), du présent Accord soient remplies; et

3. Que les signataires du présent Accord, dont les contributions représentent au moins 50 pour cent du montant total des contributions fixées à l'article 3 ci-dessus, aient notifié à l'Organisation, avant la terminaison de l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements, leur intention de mettre en application le présent Accord.

d) Toutefois, le présent Accord n'entrera pas en vigueur pour les signataires pour lesquels l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements aura pris fin avant la terminaison dudit Accord et il ne sera pas tenu compte des contributions desdits signataires aux fins du paragraphe c) du présent article;

e) Si les autorités constitutionnellement compétentes refusent d'autoriser un signataire à ratifier le présent Accord, ledit signataire doit en informer l'Organisation, qui décidera, s'il y a lieu, des mesures à prendre pour permettre la mise en vigueur de l'Accord.

ARTICLE 28

Adhésion

a) Tout Membre de l'Organisation non signataire du présent Accord peut notifier à l'Organisation son intention d'adhérer au présent Accord;

b) Si l'Organisation donne son accord à cette adhésion, elle détermine les conditions et la date d'effet de celle-ci, sans préjudice des dispositions du paragraphe d) du présent article;

c) Compte tenu des dispositions des paragraphes a) et b) du présent article, l'adhésion est effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion, par le Membre intéressé, auprès du Secrétaire général de l'Organisation, qui notifiera ce dépôt à toutes les Parties Contractantes;

d) A compter de la date d'effet de son adhésion, les dispositions du titre I du présent Accord s'appliquent, qui notifiera ce dépôt à toutes les Parties Contractantes depuis l'entrée en vigueur du présent Accord.

ARTICLE 29

Suspension

a) L'Organisation peut décider, à condition que le cas ait été examiné par le Comité Directeur ou par un autre organe préalablement créé ou désigné par l'Organisation à cet effet, de suspendre l'application du présent Accord en ce qui concerne une Partie Contractante, dans des conditions déterminées par l'Organisation:

1. Si cette Partie Contractante ne remplit pas l'une des obligations résultant du présent Accord, ou des

décisions de l'Organisation prises en vertu du présent Accord ou relatives à la politique commerciale ou à la libération des échanges et des transactions invisibles; ou

2. Pour tout autre motif prévu par une décision préalable de l'Organisation.

b) Si l'Organisation constate qu'une Partie Contractante n'a pas effectué un paiement dû en vertu des dispositions du titre II du présent Accord, l'application du présent Accord se trouvera suspendue en ce qui concerne ladite Partie Contractante. Il ne pourra être mis fin à cette suspension que par une décision de l'Organisation et aux conditions qu'elle fixera;

c) En cas d'application des dispositions du présent article et sauf décision contraire de l'Organisation,

1. Toute décision prise par l'Organisation en vertu de l'article 7 ci-dessus en ce qui concerne la Partie Contractante en cause cesse d'être en vigueur;

2. Les crédits consentis par le Fonds à ladite Partie Contractante et utilisés par celle-ci doivent être remboursés à la date de la suspension; et

3. Les dispositions des articles 4 et 6 ci-dessus continuent à s'appliquer à ladite Partie Contractante.

ARTICLE 30

Retrait

a) Le présent Accord prend fin, en ce qui concerne toute Partie Contractante qui se retire de l'Organisation, à la date à laquelle ce retrait prend effet ou, si les dispositions du titre II ci-dessus sont applicables à la dite Partie Contractante, au terme de la période comptable au cours de laquelle ce retrait prend effet, sauf si l'Organisation fixe une autre date;

b) L'Organisation peut mettre fin au présent Accord aux conditions qu'elle fixera en ce qui concerne une Partie Contractante pour laquelle l'application du présent Accord est suspendue dans les conditions prévues au paragraphe a) ou b) de l'article 29 ci-dessus;

c) Si l'Organisation donne son accord à cet effet, une Partie Contractante peut mettre fin en ce qui la concerne au présent Accord, aux conditions fixées par l'Organisation;

d) Postérieurement à la fin de la troisième année de l'entrée en vigueur du présent Accord, une Partie Contractante peut mettre fin, en ce qui la concerne, au présent Accord en donnant à cet effet un préavis de trois mois au Secrétaire général de l'Organisation. Le retrait devient effectif à la date à laquelle le présent avis expire ou, si les dispositions du titre II ci-dessus sont applicables à la Partie Contractante en cause, au terme de la période comptable au cours de laquelle le préavis expire, à condition que ladite Partie Contractante ait exécuté toutes ses obligations envers le Fonds à la date de son retrait. Le Secrétaire général notifiera les préavis reçus en vertu du présent paragraphe à toutes les Parties Contractantes;

e) En cas d'application des dispositions des paragraphes a) ou d) du présent article:

1. Les règlements se rapportant à la période comptable au terme de laquelle le présent Accord prend fin, en ce qui concerne la Partie Contractante en cause, sont, le cas échéant, exécutés;

2. Les dispositions du paragraphe b) de l'article 4 ci-dessus restent en vigueur;

3. Les crédits consentis par le Fonds à ladite Partie Contractante et utilisés par celle-ci doivent être remboursés à la date à laquelle prennent fin le présent Accord ainsi que les décisions prises par l'Organisation en vertu de l'article 7 ci-dessus, en ce qui concerne ladite Partie Contractante; et

4. La contribution versée par ladite Partie Contractante lui est remboursée conformément aux dispositions ci-après. Ladite Partie Contractante reçoit une fraction des avoirs liquides du Fonds à la date à laquelle le présent Accord prend fin en ce qui la concerne, ainsi qu'une fraction des montants remboursés ultérieurement au Fonds au titre des crédits consentis en vertu de l'article 7 ci-dessus et utilisés antérieurement à son retrait. Cette fraction est égale au rapport entre le montant de la contribution versée par ladite Partie Contractante et non remboursée et le capital du Fonds versé, non remboursé et non bloqué à un compte spécial, à la date à laquelle le présent Accord prend fin en ce qui la concerne ladite Partie Contractante.

f) Les dispositions du paragraphe e), 3 et 4, du présent article ne sont pas applicables à une Partie Contractante si, antérieurement à la date à laquelle le présent Accord prend fin en ce qui la concerne, l'Organisation a décidé de mettre fin au présent Accord ou si le total des contributions des Parties Contractantes, à l'exclusion de celles qui ont adressé un préavis à l'Organisation en vertu du paragraphe d) du présent article, est devenu inférieur à 50 pour cent du montant total des contributions.

ARTICLE 31

Prorogation du titre II de l'Accord

a) Sans préjudice des dispositions du paragraphe c) de l'article 14 ci-dessus, l'Organisation procédera, trois mois au moins avant la fin de la première année de l'entrée en vigueur du présent Accord, à un examen général du fonctionnement du titre II du présent Accord afin de décider, en consultation avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, dans quelles conditions ledit titre II pourra être prorogé au delà de la première année de l'entrée en vigueur du présent Accord;

b) Le titre II du présent Accord prendra fin au terme de la première année de l'entrée en vigueur du présent Accord en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe a) du présent article. Toutefois, les règlements se rapportant à la période comptable au terme de laquelle le titre II du présent Accord prend fin en ce qui concerne la Partie Contractante en cause sont néanmoins exécutés;

c) Les autres Parties Contractantes maintiendront en vigueur entre elles le titre II du présent Accord sans préjudice des dispositions du paragraphe c) de l'article 33 ci-dessous, aux conditions qu'elles détermineront.

ARTICLE 32

Prorogation de l'Accord

a) Sans préjudice des dispositions de l'article 31 ci-dessus, l'Organisation procédera, trois mois avant la fin de la troisième année de l'entrée en vigueur du présent Accord, à un examen général du fonctionnement du présent Accord afin de décider, en consultation avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, dans quelles conditions il pourra être prorogé au-delà de la troisième année de son entrée en vigueur;

b) Le présent Accord prendra fin au terme de la troisième année de son entrée en vigueur en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe a) du présent article, et les paragraphes e) et f) de l'article 30 ci-dessus s'appliquera à ladite Partie Contractante;

c) Les autres Parties Contractantes maintiendront en vigueur entre elles le présent Accord, sans préjudice

des dispositions du paragraphe b) de l'article 33 ci-dessous, aux conditions qu'elles détermineront.

ARTICLE 33

Terminaison

a) Il peut être mis fin à tout moment au présent Accord par décision de l'Organisation;

b) Sauf décision contraire de l'Organisation, le présent Accord prendra fin, après le terme de la troisième année de son entrée en vigueur, si la somme des contributions des Parties Contractantes devient inférieure à 50 pour cent du montant total des contributions;

c) Sauf décision contraire de l'Organisation, le titre II ci-dessus cessera d'être en vigueur si le total des contributions des Parties Contractantes auxquelles les dispositions dudit titre II sont applicables devient inférieur à 50 pour cent du montant total des contributions;

d) Pour l'application des paragraphes b) et c) du présent article, les contributions sont les montants fixés, lors de l'entrée en vigueur du présent Accord, par l'article 3 ci-dessus pour les Parties Contractantes pour lesquelles le présent Accord entre en vigueur;

e) Lors de la terminaison du présent Accord et sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe e) de l'article 30 ci-dessus,

1. Les opérations relatives à la période comptable au terme de laquelle le présent Accord prend fin sont, le cas échéant, exécutées;

2. Les dispositions du paragraphe b) de l'article 4 ci-dessus restent en vigueur;

3. Les crédits consentis par l'Organisation aux Parties Contractantes en vertu de l'article 7 ci-dessus et utilisés par celles-ci doivent être remboursés dans les conditions auxquelles ils ont été accordés;

4. Le Fonds est liquidé conformément aux dispositions de l'Annexe au présent Accord, qui en fait partie intégrante et qui restera en vigueur jusqu'à l'achèvement des mesures prévues à ladite Annexe.

ANNEXE

Liquidation du Fonds

1. — a) Lors de la terminaison du présent Accord, le Fonds sera maintenu en existence pour sa liquidation, jusqu'à la date d'échéance du dernier remboursement dû au titre des crédits consentis en vertu de l'article 7 de l'Accord (lesdits remboursements, à l'exclusion des intérêts payés, sont appelés ci-dessous les « remboursements de crédits »);

b) Si tous les remboursements de crédits n'ont pas été effectués à cette date, l'Organisation pourra décider de maintenir le Fonds en existence au plus tard jusqu'à la date du dernier remboursement de crédits. Ladite décision ne pourra être prise qu'en accord avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au cas où celui-ci aurait préalablement fait usage de la faculté prévue au sous-paragraphe c) du paragraphe 9 ci-dessous.

2. — a) Les avoirs liquides du Fonds lors de la terminaison de l'Accord ou, le cas échéant, au terme des règlements se rapportant à la période comptable au terme de laquelle l'Accord prend fin, ainsi que les montants provenant des remboursements de crédits, les montants provenant des paiements faits en vertu du paragraphe b) de l'article 4 de l'Accord et les montants versés ou transférés en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 5 ci-dessus et du sous-paragraphe c) du paragraphe 6 ci-dessous, sont utilisés,

1. Pour le remboursement des contributions versées par les Parties Contractantes, proportionnellement au montant desdits contributions; et
 2. Pour la reconstitution des montants transférés de l'Union Européenne de Paiements au Fonds, visés à l'article 3-a de l'Accord, à concurrence d'un montant de 271 575 000 dollars des Etats-Unis (appelé ci-dessous le «capital résiduel»).
- b) Les créances des Parties Contractantes au titre du remboursement de leurs contributions, résultant des dispositions du sous-paragraphe précédent, sont compensées, le cas échéant, avec leurs dettes au titre des remboursements de crédits, la compensation portant sur les premiers remboursements de crédits à échoir;
- c) Le montant des contributions remboursé doit être égal au montant du capital résiduel reconstitué, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 ci-dessous.
3. Avant tout paiement effectué conformément au paragraphe 2 ci-dessus,
 1. Les montants bloqués en vertu de l'article 5 de l'Accord et qui n'ont pas été mis à nouveau à la disposition du Fonds sont utilisés pour la reconstitution du capital résiduel;
 2. L'excédent des intérêts et revenus perçus par le Fonds sur les intérêts et frais payés par le Fonds jusqu'à la terminaison de l'Accord ou, le cas échéant, jusqu'au terme des règlements se rapportant à la période comptable au terme de laquelle l'Accord prend fin, est réparti entre le capital résiduel et les Parties Contractantes, proportionnellement à la moyenne des sommes versées au Fonds en vertu des paragraphes a) à c) et du paragraphe d) de l'article 4 de l'Accord, compte tenu des intérêts déjà payés à chacune des Parties Contractantes; enfin
 3. Les contributions dont le paiement a été différé conformément à une décision prise par l'Organisation en vertu du paragraphe d) de l'article 4 de l'Accord sont remboursées dans les conditions prévues pour le remboursement des contributions aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 2 ci-dessus.
 4. Sur décision prise par l'Organisation au cours des derniers stades de la liquidation,
 1. Les créances du Fonds visées au paragraphe b) de l'article 4 de l'Accord seront portées au crédit du capital résiduel, qui sera considéré comme reconstitué à concurrence des montants non encore payés au titre desdites créances, à condition qu'un remboursement égal soit fait aux Parties Contractantes, dans les conditions prévues pour le remboursement des contributions aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 2 ci-dessus; et
 2. Un remboursement sera fait aux Parties Contractantes ou un montant sera affecté à la reconstitution du capital résiduel, dans les conditions prévues aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 2 ci-dessus, de manière que le montant des contributions non encore remboursées soit égal au montant du capital résiduel payé au Fonds et non encore reconstitué.
 5. — a) Tout défaut dans le remboursement des crédits sera supporté pour moitié par le capital résiduel et pour moitié par les Parties Contractantes, proportionnellement aux montants de leurs contributions. A cet effet, une créance sera portée au crédit du capital résiduel, qui sera considéré comme reconstitué à due concurrence, et une créance sera accordée à chacune des Parties Contractantes, dont la contribution sera considéré comme remboursée à due concurrence, lesdites créances étant remboursables au moyen des remboursements de crédits faits par la Partie Contractante défaillante;
 - b) Dans la mesure où les créances attribuées au capital résiduel ou à une Partie Contractante en vertu du présent paragraphe excéderaient le montant du capital résiduel payé au Fonds et non encore reconstitué ou le montant de la contribution de ladite Partie Contractante payé et non remboursé, un montant d'or sera, suivant le cas, transféré du capital résiduel et remis à la disposition du Fonds ou versé au Fonds par la Partie Contractante en cause;
 - c) Lorsque le Fonds cesse d'être en existence, les créances attribuées en vertu du présent paragraphe sont, le cas échéant, remplacées par des créances sur la Partie Contractante défaillante. Les conditions desdites créances sont déterminées de façon uniforme par l'Organisation.
 6. — a) Tout défaut d'effectuer un versement dû au Fonds en vertu de l'article 12 de l'Accord ou d'une décision de l'Organisation prise en vertu du paragraphe c) de l'article 16 de l'Accord sera, dans la limite d'un montant de 50 millions de dollars des Etats-Unis, supporté, lorsque le Fonds cessera d'être en existence, pour moitié par le capital résiduel et pour moitié par les Parties Contractantes, proportionnellement aux montants de leurs contributions;
 - b) A cet effet, une créance sur la Partie Contractante défaillante sera portée au crédit du capital résiduel, qui sera considéré comme reconstitué à due concurrence et une créance sur la Partie Contractante défaillante sera accordée à chaque Partie Contractante, dont la contribution sera considérée comme remboursée à due concurrence. Les conditions desdites créances sont déterminées de façon uniforme par l'Organisation;
 - c) Dans la mesure où les créances attribuées au capital résiduel ou à une Partie Contractante conformément au présent paragraphe excéderaient le montant du capital résiduel payé au Fonds et non encore reconstitué ou le montant de la contribution de ladite Partie Contractante payé et non remboursé, un montant d'or sera, suivant le cas, transféré du capital résiduel et remis à la disposition du Fonds ou versé au Fonds par la Partie Contractante en cause;
 - d) Lorsque le Fonds cesse d'être en existence, les créances attribuées en vertu du paragraphe c) de l'article 12 de l'Accord sont, le cas échéant, remplacées par des créances sur la Partie Contractante défaillante. Les conditions desdites créances sont déterminées de façon uniforme par l'Organisation.
 7. Aucun remboursement n'est effectué en vertu de la présente Annexe au profit d'une Partie Contractante qui n'a pas effectué un versement d'or ou de dollars des Etats-Unis dû au Fonds.
 8. L'excédent des intérêts perçus par le Fonds sur les frais payés par le Fonds postérieurement à la terminaison de l'Accord ou, le cas échéant, au terme des règlements se rapportant à la période comptable au terme de laquelle l'Accord prend fin est réparti entre le capital résiduel et les Parties Contractantes, proportionnellement à la moyenne des sommes versées au Fonds en vertu des paragraphes a) à c) et du paragraphe d) de l'article 4 de l'Accord.

9. — a) Les montants affectés à la reconstitution du capital résiduel, les montants de ce capital qui n'ont pas été payés au Fonds dans les conditions prévues au paragraphe c) de l'article 4 de l'Accord, ainsi que les montants attribués au capital résiduel en vertu des paragraphes 3(2) et 8 ci-dessus, seront, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes b) et c) du présent paragraphe, répartis entre les pays Membres de l'Organisation dans la proportion fixée au tableau C ci-dessous, chaque avoir étant réparti suivant cette proportion. En vue de cette répartition, les montants qui n'ont pas été payés au Fonds dans les conditions prévues au paragraphe c) de l'article 4 de l'Accord sont mis à la disposition du Fonds.

Tableau C

Membres de l'Organisation	Proportion
Allemagne	18,902
Autriche	4,252
U. E. B. L.	4,883
Danemark	2,224
France	17,189
Grèce	5,088
Irlande	1,146
Islande	0,179
Italie	10,278
Norvège	2,295
Pays-Bas	6,592
Portugal	0,804
Royaume-Uni	23,489
Suède	1,172
Suisse	—
Turquie	1,507
	100,000

b) Toutefois, si un signataire du présent Accord n'a pas effectué un versement d'or ou de dollars des Etats-Unis dû en vertu du présent Accord ou d'une décision prise par l'Organisation conformément au présent Accord, il ne participe pas à la répartition prévue au présent paragraphe, sauf décision contraire de l'Organisation;

c) L'application des dispositions des sous-paragraphes a) et b) du présent paragraphe est subordonnée à l'accord du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui peut décider, en consultation avec l'Organisation, de réserver tout ou partie des montants visés au sous-paragraphe a) du présent paragraphe au profit des pays Membres de l'Organisation individuellement ou collectivement. Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique déciderait d'écarter l'application des sous-paragraphes a) et b) du présent paragraphe, il le notifiera à l'Organisation dans les trois mois de la terminaison du présent Accord;

d) Les montants répartis en vertu des sous-paragraphes a) et b) ou du sous-paragraphe c) du présent paragraphe doivent être utilisés pour faciliter le maintien de la transférabilité des monnaies européennes, promouvoir la libération des échanges des pays Membres de l'Organisation entre eux ou avec d'autres pays, promouvoir la production industrielle et agricole et favoriser le maintien de la stabilité financière intérieure;

e) Les créances des Parties Contractantes sur le Fonds au titre de la répartition du capital résiduel sont compensées, le cas échéant, avec leurs dettes envers le Fonds, la compensation portant sur les premiers remboursements à échoir. Les montants qui ne seraient pas attribués par suite de cette compensation seront

utilisés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord ¹.

Fait à Paris, le cinq août mil neuf cent cinquante-cinq, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui restera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les signataires.

¹ La signature a été donnée au nom de l'Irlande sous la réserve suivante:

Etant donné que l'Irlande fait partie de la zone sterling, les dispositions du présent Accord n'exigent de sa part aucune mesure spéciale et le présent Accord est signé au nom de l'Irlande sous cette réserve qu'il est entendu que le fonctionnement dudit Accord ne modifiera en rien les arrangements qui régissent les paiements entre elle et les autres Parties Contractantes.

Protocole d'Application Provisoire de l'Accord Monétaire Européen

Les signataires de l'Accord Monétaire Européen (appelé ci-dessous l'«Accord»), signé ce jour;

Considérant l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements en date du 19 septembre 1950 et, en particulier, l'article 36 dudit Accord;

Désirant donner effet à l'Accord, si l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements prend fin dans les conditions prévues au paragraphe c) de l'article 36 dudit Accord;

Sont convenus de ce qui suit:

1. — a) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, les Parties au présent Protocole appliqueront à titre provisoire les dispositions de l'Accord comme si l'Accord était entré en vigueur à compter de la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements dans les conditions prévues au paragraphe c) de l'article 36 dudit Accord, à condition:

1. Que les conditions prévues au paragraphe 12 bis de l'Annexe B audit Accord pour le transfert des montants visés au paragraphe a) de l'article 3 de l'Accord soient remplies; et
2. Que des signataires de l'Accord dont les contributions représentent au moins 50 pour cent du montant total des contributions fixées à l'article 3 de l'Accord notifient à l'Organisation, avant la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, leur intention de mettre en application l'Accord.

b) Toutefois, l'Accord ne sera pas appliqué par les Parties au présent Protocole pour lesquelles l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements aura pris fin avant la terminaison dudit Accord et il ne sera pas tenu compte des contributions desdites Parties aux fins du sous-paragraphe a) du présent paragraphe.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur à dater de ce jour, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, et demeurera en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord; les dispositions des articles 29, 30, 31, 32 et 33 de l'Accord s'appliquent au

présent Protocole dans les mêmes conditions qu'à l'Accord.

3. Si une Partie ou présent Protocole déclare, lors de sa signature, que l'Accord ne peut être mis en application, en ce qui la concerne, qu'à condition qu'il soit ratifié conformément aux dispositions de sa constitution,

1. Le présent Protocole entrera en vigueur, en ce qui concerne ladite Partie, à la date du dépôt de son instrument de ratification effectué conformément aux dispositions de l'article 27 de l'Accord; et

2. Les dispositions de l'Accord s'appliqueront alors à titre provisoire, en ce qui concerne ladite Partie, comme s'il avait produit ses effets à compter de la date prévue au paragraphe 1 ci-dessus, ou si ladite Partie, en déposant son instrument de ratification, notifie à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelée ci-dessous l'«Organisation») que ce n'est pas possible, lors de ce dépôt ou, le cas échéant, au début de la période comptable en cours lors de ce dépôt.

4. Tout Membre de l'Organisation qui adhère à l'Accord conformément aux dispositions de l'article 28 de l'Accord, avant son entrée en vigueur, peut adhérer au présent Protocole suivant les modalités et à la date fixées par l'Organisation.

5. — a) Toute Partie au présent Protocole peut s'en retirer en donnant par écrit un préavis de retrait au Secrétaire général de l'Organisation (appelé ci-dessous le «Secrétaire général») dans le cas où elle ne serait pas en mesure de ratifier l'Accord et en aurait informé l'Organisation, conformément aux dispositions du paragraphe e) de l'article 27 de l'Accord;

b) A la date à laquelle le préavis est donné ou, le cas échéant, au terme de la première période comptable suivant la date à laquelle ce préavis est donné, ou encore à telle date ultérieure qui pourra être fixée dans ce préavis, la Partie de qui il émane cessera d'être Partie au présent Protocole;

c) Le Secrétaire général informera immédiatement toutes les Parties au présent Protocole ainsi que l'Agent, au sens de l'article 20 de l'Accord, de tout préavis donné en vertu du présent paragraphe.

6. Sauf décision contraire de l'Organisation, le présent Protocole prend fin si le total des contributions des Parties au présent Protocole devient inférieur à 50 pour cent du montant total des contributions. Pour l'application du présent paragraphe, les contributions sont les montants fixés, lors de la mise en application de l'Accord, par l'article 3 de l'Accord pour les Parties au présent Protocole pour lesquelles l'Accord est mis en application.

7. En cas d'application des dispositions des paragraphes 5 ou 6 ci-dessus,

1. Les règlements se rapportant à la période comptable au terme de laquelle le présent Protocole prend fin, en ce qui concerne la Partie au présent Protocole en cause, ou les Parties au présent Protocole, sont, le cas échéant, exécutés; et

2. Les droits et obligations de la Partie ou des Parties en cause sont fixés, suivant le cas, conformément aux dispositions des paragraphes e) et f) de l'article 30 ou de l'Annexe à l'Accord.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

Fait à Paris, le cinq août mil neuf cent cinquante-cinq, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé auprès du Secrétaire générale de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole.

Protocole Additionnel n° 2

portant amendement à l'Accord Monétaire Européen du 5 août 1955

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

Signataires de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire dudit Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que ledit Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1^{er} juillet 1950;

Signataires des Protocoles Additionnels n° 2 à 9 portant amendement audit Accord et signés respectivement le 4 août 1951, le 11 juillet 1952, le 30 juin 1953, le 30 juin 1954, le 29 juin 1955, le 5 août 1955, le 29 juin 1956 et le 28 juin 1957;

Considérant, en particulier, l'article 36 dudit Accord et le paragraphe 12 bis de l'Annexe B à cet Accord;

Signataires également de l'Accord Monétaire Européen, signé le 5 août 1955, et du Protocole d'Application Provisoire de cet Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que les Parties au Protocole appliqueront cet Accord à titre provisoire à compter de la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, dans les conditions prévues au paragraphe c) de l'article 36 de ce dernier Accord, sous réserve que les conditions prévues au sous-paragraphe a) dudit paragraphe 1 soient remplies;

Considérant, en particulier, les articles 3, 4 et 5 de l'Accord Monétaire Européen;

Etant convenus d'apporter certains amendements au paragraphe 12 bis de l'Annexe B à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements et aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord Monétaire Européen;

Considérant la décision, en date du 27 juin 1958, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique a approuvé les textes du Protocole Additionnel n° 10 portant amendement à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements et du présent Protocole Additionnel;

Signataires du Protocole Additionnel n° 10 portant amendement à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, signé le 27 juin 1958;

Désirant donner effet aux dispositions dudit Protocole Additionnel à compter de la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

L'article 3 de l'Accord Monétaire Européen est modifié comme suit:

ARTICLE 3

Capital du Fonds

Le capital du Fonds se compose:

a) — 1. D'un montant de 113 037 000 unités de compte, au sens de l'article 24;

2. D'un montant équivalant à 123 538 000 dollars des Etats-Unis se composant:

A. Du montant supplémentaire d'unités de compte équivalant au montant total de dollars des Etats-Unis qui aurait pu être mis à la disposition de l'Union par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique depuis le 5 août 1955 (appelé ci-dessous le «montant supplémentaire»), et

B. Du solde, en dollars des Etats-Unis, du montant souscrit par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;

3. De créances sur la Norvège et la Turquie, de 10 000 000 et de 25 000 000 d'unités de compte respectivement;

transférés de l'Union Européenne de Paiements au Fonds, conformément aux dispositions du paragraphe 12 bis de l'Annexe B à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements;

b) De contributions des Parties Contractantes s'élevant au total à 328 425 000 unités de compte; les montants desdites contributions sont indiqués au tableau A ci-dessous:

Tableau A

Parties Contractantes	Montant des contributions
	En unités de compte
Allemagne	42 000 000
Autriche	50 0 000
U. E. B. L.	30 000 000
Danemark	15 000 000
France	42 000 000
Grèce	2 850 000
Islande	1 000 000
Italie	15 000 000
Norvège	15 000 000
Pays-Bas	30 000 000
Portugal	5 000 000
Royaume-Uni	86 575 000
Suède	15 000 000
Suisse	21 000 000
Turquie	3 000 000
Total	328 425 000

ARTICLE 2

a) Le paragraphe a) de l'article 4 de l'Accord Monétaire Européen est modifié comme suit:

ARTICLE 4

Versement du capital

a) Le montant de 113 037 000 unités de compte visé à l'article précédent et le montant supplémentaire sont transférés au Fonds, en or, en dol-

lars des Etats-Unis ou en monnaies convertibles de pays autres que les Parties Contractantes à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, dès l'entrée en vigueur du présent Accord.

b) Le paragraphe c) de l'article 4 de l'Accord Monétaire Européen est modifié comme suit:

c) Le montant supplémentaire et le solde du montant souscrit par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, visé au paragraphe a) 2 de l'article précédent, est mis à la disposition du Fonds, conformément aux décisions de l'Organisation, dans la mesure nécessaire pour maintenir les avoirs liquides du Fonds au niveau requis pour lui permettre de faire face à tout moment à ses obligations, à condition toutefois que:

1. Les Parties Contractantes aient payé au Fonds, au titre de leurs contributions, un montant total de 148 037 000 unités de compte;

2. Au moment où toute fraction du montant supplémentaire ou dudit solde est mise à la disposition du Fonds, les Parties Contractantes versent au titre de leurs contributions un montant équivalent;

3. Le montant supplémentaire soit mis à la disposition du Fonds avant ledit solde ou fraction de ce solde.

ARTICLE 3

Le paragraphe d) de l'article 5 de l'Accord Monétaire Européen est modifié comme suit:

d) Les montants bloqués en vertu du paragraphe précédent ne peuvent être utilisés aux fins du présent Accord avant sa terminaison. Toutefois, si les Parties Contractantes sont de nouveau appelées à faire des paiements au titre de leurs contributions, ces montants doivent être mis à nouveau à la disposition du Fonds à concurrence d'un montant équivalant à celui des paiements effectués. Tant que les montants bloqués n'ont pas été en totalité mis à nouveau à la disposition du Fonds, aucune fraction nouvelle du montant supplémentaire ou du solde du montant souscrit par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui sont visés à l'alinéa a), 2, de l'article 3, ne pourra être mise à la disposition du Fonds.

ARTICLE 4

1. Les articles 1 à 3 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord Monétaire Européen.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de l'Accord Monétaire Européen, ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les signataires à cette date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord Monétaire Européen; les dispositions des articles 30, 31, 32 et 33 de cet Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions qu'à cet Accord.

ARTICLE 5

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 4, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ses dispositions avec effet à partir de la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel ¹.

Fait à Paris, le vingt-sept juin mil neuf cent cinquante-huit, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les signataires du présent Protocole Additionnel.

¹ La signature a été donnée au nom de l'Irlande sous la réserve suivante:

Etant donnée que l'Irlande fait partie de la zone sterling, les dispositions du présent Protocole Additionnel n'exigent de sa part aucune mesure spéciale et le présent Protocole Additionnel est signé au nom de l'Irlande sous cette réserve qu'il est entendu que le fonctionnement dudit Protocole Additionnel ne modifiera en rien les arrangements existants qui régissent les paiements entre elle et les autres Parties Contractantes.

Une déclaration analogue avait été faite lors de la signature de l'Accord lui-même.

Acordo Monetário Europeu

Os Governos da República Federal da Alemanha, da República da Áustria, do Reino da Bélgica, do Reino da Dinamarca, da República Francesa, do Reino da Grécia, da Irlanda, da República da Islândia, da República Italiana, do Grão-Ducado do Luxemburgo, do Reino da Noruega, do Reino dos Países Baixos, da República Portuguesa, do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, da Suécia, da Confederação Suíça e da República Turca;

Considerando as disposições tomadas pelas Partes Contratantes do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, datado de 19 de Setembro de 1950, com o fim de permitir a extinção do dito Acordo quando do regresso à convertibilidade de um certo número de Partes Contratantes;

Considerando que, a fim de manter em nível elevado e estável as trocas e a liberalização entre as Partes Contratantes, bem como o emprego nos seus respectivos países — tendo em conta a necessidade da sua estabilidade financeira interna —, simultaneamente facilitando o regresso ao multilateralismo integral das trocas e à convertibilidade, é conveniente que ao terminar o Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos esteja estabelecida uma fonte de créditos, a que todas as Partes Contratantes possam recorrer;

Desejando igualmente estabelecer, quando cessarem as operações da União, um sistema multilateral de liquidações compatível com os regimes cambiais encarados pelas Partes Contratantes;

Considerando que, se o dito sistema deve permitir a adopção pelas Partes Contratantes de métodos diferentes em matéria de determinação das taxas de câmbio, é intenção de todas as Partes Contratantes que as margens de flutuação da sua moeda sejam tão moderadas e estáveis quanto possível;

Confiando em que o funcionamento do Fundo Europeu e do Sistema Multilateral de Liquidações ajudará as Partes Contratantes a dispensar o recurso a entendimentos bilaterais nas suas relações comerciais e financeiras recíprocas;

Desejando estabelecer um quadro institucional que possa permitir o prosseguimento da cooperação monetária na Europa e ajudar as Partes Contratantes a executar as decisões da Organização Europeia de Cooperação Económica (designada a seguir por «Organização»)

relativas à política comercial e à liberalização das trocas e das transacções invisíveis;

Considerando a Recomendação de 29 de Julho de 1955, pela qual o Conselho da Organização (designado a seguir por «Conselho») aprovou o texto do presente Acordo, recomendou-o à assinatura dos Membros da Organização e decidiu que a Organização assumisse as funções previstas no presente Acordo desde a sua entrada em aplicação;

Acordaram no que se segue:

ARTIGO 1

Fundo Europeu Sistema Multilateral de Liquidações

As Partes Contratantes estabelecem entre si um Fundo Europeu (designado a seguir por «Fundo») e um Sistema Multilateral de Liquidações (designado a seguir por «Sistema de Liquidações»), cujo funcionamento fica assegurado no quadro da Organização.

TÍTULO I

Fundo Europeu

ARTIGO 2

Objecto do Fundo

O Fundo terá por objecto:

1. Fornecer créditos às Partes Contratantes para as ajudar a fazer face às suas dificuldades temporárias de balança global de pagamentos, nos casos em que essas dificuldades ponham em perigo a manutenção do nível das suas medidas de liberalização intereuropeia; e
2. Facilitar o funcionamento do Sistema de Liquidações.

ARTIGO 3

Capital do Fundo

O capital do Fundo compor-se-á:

- a) — 1. De uma importância de 113 037 000 unidades de conta, definidas nos termos do artigo 24 subsequente;
2. De uma importância de 123 538 000 dólares dos Estados Unidos, subscrita pelo Governo dos Estados Unidos da América; e
3. De créditos sobre a Noruega e a Turquia, respectivamente de 10 000 000 e 25 000 000 de unidades de conta;

transferidos da União Europeia de Pagamentos para o Fundo;

b) De contribuições das Partes Contratantes elevando-se ao total de 328 425 000 unidades de conta; as importâncias das ditas contribuições são indicadas no quadro A seguinte:

Quadro A

Partes Contratantes	Importância das contribuições — Em unidades de conta
Alemanha	42 000 000
Áustria	5 000 000
U. E. B. L.	30 000 000
Dinamarca	15 000 000
França	42 000 000
Grécia	2 850 000
Islândia	1 000 000
Itália	15 000 000
A transportar	152 850 000

Partes Contratantes	Importância das contribuições — Em unidades de conta
<i>Transporte</i>	152 850 000
Noruega	15 000 000
Países Baixos	30 000 000
Portugal	5 000 000
Reino Unido	86 575 000
Suécia	15 000 000
Suiça	21 000 000
Turquia	3 000 000
<i>Total</i>	328 425 000

ARTIGO 4

Entrega do capital

a) A importância de 113 037 000 unidades de conta indicada no artigo anterior será transferida para o Fundo em ouro, em dólares dos Estados Unidos ou em moedas convertíveis de países que não sejam as Partes Contratantes do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, logo que o presente Acordo entre em vigor;

b) Os créditos de 10 000 000 e 25 000 000 de unidades de conta indicados no artigo anterior serão transferidos para o Fundo logo que o presente Acordo entre em vigor. Os referidos créditos vencerão juros à taxa de 3 por cento ao ano e serão pagáveis ao Fundo em ouro, em treze anuidades iguais, vencendo-se a primeira anuidade no fim do terceiro ano a contar da data da entrada em vigor do presente Acordo. Os juros respeitantes aos dois primeiros anos a contar dessa data serão pagos em ouro ao Fundo, no fim de cada semestre;

c) A importância de 123 538 000 dólares dos Estados Unidos indicada no artigo precedente será posta à disposição do Fundo, de conformidade com as decisões da Organização, na medida necessária para manter os haveres líquidos do Fundo no indispensável nível para lhe permitir fazer face, em qualquer momento, às suas obrigações, sob a condição de:

1. Antes de qualquer pagamento referente a essa importância, as Partes Contratantes terem entregue, por conta das suas contribuições, uma importância total de 148 037 000 unidades de conta;

2. No momento de cada pagamento, as Partes Contratantes entregarem, por conta das suas contribuições, uma importância equivalente ao dito pagamento.

d) As contribuições das Partes Contratantes serão pagas ao Fundo, de conformidade com as decisões da Organização, na medida necessária para manter os haveres líquidos do Fundo no nível indispensável para lhe permitir fazer face, em qualquer momento, às suas obrigações. Os pagamentos serão efectuados em ouro, proporcionalmente à importância das contribuições. Contudo, a Organização poderá decidir que algumas Partes Contratantes, devido à sua situação especial, não venham a ser chamadas a entregar a sua contribuição, no todo ou em parte, senão depois do pagamento total das outras contribuições, sem que as importâncias cujo pagamento for assim deferido possam exceder, no total, 56 850 000 unidades de conta; tal decisão será sujeita a revisão, no caso de modificação da situação das Partes Contratantes.

ARTIGO 5

Reembolsos

a) Na medida em que o todo ou parte das importâncias pagas, nos termos do artigo 4 antecedente, deixarem de ser necessárias ao Fundo, estas poderão

ser reembolsadas ou bloqueadas numa conta especial, em virtude de uma decisão da Organização;

b) Os reembolsos decididos pela Organização serão feitos em ouro às Partes Contratantes, proporcionalmente à importância das suas contribuições; todavia, o reembolso das contribuições cujo pagamento tiver sido diferido em conformidade com uma decisão tomada em virtude do parágrafo d) do artigo 4 anterior será, quando for caso disso, efectuado antes do reembolso das outras contribuições. As importâncias reembolsadas em virtude do presente artigo poderão ser novamente exigidas nas condições previstas no artigo 4 antecedente;

c) Uma importância igual aos reembolsos efectuados em virtude do presente artigo deverá ser bloqueada numa conta especial do Fundo, salvo na medida em que os ditos reembolsos respeitem a contribuições cujo pagamento tiver sido diferido, em conformidade com uma decisão tomada em virtude do parágrafo d) do artigo 4 antecedente;

d) As importâncias bloqueadas em virtude do parágrafo precedente não poderão ser utilizadas para os fins do presente Acordo antes da sua extinção. Todavia, se as Partes Contratantes forem de novo chamadas a efectuar pagamentos relativos às suas contribuições, essas importâncias deverão ser postas novamente à disposição do Fundo até um total equivalente ao dos pagamentos efectuados. Enquanto a totalidade das importâncias bloqueadas não tiver sido novamente posta à disposição do Fundo, nenhum pagamento, relativo à importância de 123 538 000 dólares dos Estados Unidos indicada no artigo 3 antecedente, poderá ser feito ao Fundo.

ARTIGO 6

Juros

As contribuições entregues ao Fundo em virtude do artigo 4 antecedente vencerão juro, pago por meio das receitas do Fundo, à taxa que for determinada pela Organização. O pagamento dos juros será feita em ouro.

ARTIGO 7

Concessão de créditos

a) Podem ser concedidos créditos pelo Fundo às Partes Contratantes que os solicitarem. A decisão de conceder um crédito será tomada pela Organização, que fixará os prazos de reembolso, a taxa dos juros e comissões, bem como qualquer condição financeira ou outra relacionada com o crédito;

b) Os créditos serão expressos em unidades de conta. Serão postos à disposição e reembolsáveis em ouro e os juros e comissões serão pagáveis em ouro;

c) Os créditos serão concedidos pelo prazo máximo de dois anos. Os créditos utilizados deverão ser reembolsados dentro de um prazo que não exceda dois anos, a contar da data em que forem concedidos. O reembolso pode ser efectuado antes da data do vencimento;

d) Os créditos utilizados poderão ser representados por um instrumento que a Organização poderá ceder com o acordo da Parte Contratante em causa e da Parte Contratante em cuja moeda a cedência for efectuada, sem que essa cedência possa envolver a outorga de uma garantia pelo Fundo.

TÍTULO II

Sistema Multilateral de Liquidações

ARTIGO 8

Objecto do Sistema de Liquidações

O Sistema de Liquidações terá por objecto facilitar a liquidação das transacções efectuadas nas moedas e

entre as zonas monetárias das Partes Contratantes para lhes permitir dispor de meios de financiamento temporários e obter periodicamente a liquidação dos seus créditos, em condições previamente determinadas, e ajudá-las assim a atingir os objectivos e a satisfazer às condições previstas no preâmbulo do presente Acordo.

ARTIGO 9

Margens das taxas de câmbio

a) Com o fim de limitar as flutuações da sua moeda, cada Parte Contratante fixará os câmbios de compra e venda em relação ao ouro, ao dólar dos Estados Unidos ou a qualquer outra moeda, e notificará cada uma das outras Partes Contratantes e a Organização dos câmbios assim fixados, na base dos quais serão efectuados os cálculos e as liquidações previstos no presente título;

b) No caso de uma Parte Contratante fixar um único câmbio para compra e venda, notifiçá-lo-á de conformidade com as disposições do parágrafo anterior;

c) As obrigações resultantes do presente artigo não se aplicarão relativamente às moedas das Partes Contratantes para as quais não forem declarados câmbios de compra e de venda pelo banco central de nenhuma outra Parte Contratante.

ARTIGO 10

Financiamento provisório

a) Cada Parte Contratante deverá pôr à disposição de qualquer outra Parte Contratante as importâncias da sua moeda pedidas pela segunda Parte Contratante, sem exigir liquidação em ouro ou em divisas de um terceiro país, no intervalo das liquidações previstas no artigo 12 subsequente;

b) Contudo, uma Parte Contratante não poderá pôr à disposição de outras Partes Contratantes, em virtude do presente artigo, importâncias de moeda que ultrapassem, na totalidade, o equivalente à importância indicada, no que lhe diz respeito, no quadro B seguinte, nem uma Parte Contratante poderá obter que, em virtude do presente artigo, outras Partes Contratantes coloquem à sua disposição importâncias de moeda que ultrapassem, na totalidade, o equivalente à importância indicada, relativamente a essa Parte Contratante, no quadro B seguinte:

Quadro B

Partes Contratantes	Importâncias — Em milhões de dólares dos Estados Unidos
Alemanha	30
Austria	5
U. E. B. L.	20
Dinamarca	12
França	32
Grécia	7,5
Islândia	2
Itália	13
Noruega	12
Países Baixos	22
Portugal	5
Reino Unido	64
Suécia	16
Suíça	15
Turquia	7,5

c) As importâncias de moedas postas à disposição de uma Parte Contratante, em virtude do presente artigo,

vencerão juros, pagáveis pela mesma Parte Contratante, a uma taxa uniforme fixada pela Organização.

ARTIGO 11

Créditos e débitos

a) Cada Parte Contratante deverá notificar, no fim de cada período em relação ao qual as liquidações serão executadas (designado a seguir por «período contabilístico»):

1. As importâncias de moeda postas por ela à disposição de cada uma das outras Partes Contratantes e as importâncias de moeda postas à sua disposição por cada uma das outras Partes Contratantes, em virtude do artigo 10 antecedente, não reembolsadas no fim do período contabilístico em causa;

2. As importâncias que possui na moeda de cada uma das outras Partes Contratantes — especificando as importâncias de moedas adquiridas em virtude de acordos *ad hoc*, notificados de conformidade com as disposições do artigo 15 subsequente —, das quais pretende obter a liquidação, nos termos do presente Acordo; e

3. Os saldos das contas abertas em virtude de acordos bilaterais de pagamentos, notificados de conformidade com as disposições do artigo 16 subsequente; os saldos notificados em virtude do presente subparágrafo não poderão exceder a margem de crédito prevista pelo acordo em questão, tal como foi notificado de conformidade com as disposições do artigo 16 subsequente.

b) Para efeito do cálculo dos créditos e débitos bilaterais de cada Parte Contratante em relação a cada uma das outras Partes Contratantes, no fim de um período contabilístico, as importâncias notificadas em virtude do parágrafo a) do presente artigo, para o dito período contabilístico, serão convertidas em dólares dos Estados Unidos:

1. As importâncias citadas no parágrafo a), 1, do presente artigo, na base do câmbio de compra notificado nos termos do artigo 9 antecedente;

2. As importâncias citadas no parágrafo a), 2, do presente artigo, na base do câmbio de venda notificado nos termos do artigo 9 antecedente; e

3. Os saldos citados no parágrafo a), 3, do presente artigo, na base da taxa convencionada entre as Partes Contratantes em causa.

c) Nos casos em que os câmbios notificados por uma Parte Contratante, nos termos do artigo 9 antecedente, forem fixados em relação ao ouro ou a uma moeda que não seja o dólar dos Estados Unidos, a dita Parte Contratante notificará também a relação que pretende fixar, para efeitos dos cálculos e liquidações previstos no presente título, entre o ouro ou a moeda em que se efectuar a notificação, segundo o caso, e o dólar dos Estados Unidos;

d) O crédito ou o débito líquido de uma Parte Contratante, no fim de um período contabilístico, será igual à diferença entre o total dos seus créditos bilaterais e o total dos seus débitos bilaterais, calculados de conformidade com o parágrafo b) do presente artigo.

ARTIGO 12

Liquidação

a) O crédito ou o débito líquido de cada Parte Contratante, no fim de um período contabilístico, será liquidado por meio de entregas de dólares dos Estados Unidos efectuadas pelo Fundo ou ao Fundo; em consequência disso, ficarão liquidados os créditos e os débitos bilaterais das Partes Contratantes;

b) A data de valor das liquidações será fixada, para cada período contabilístico, de conformidade com as decisões da Organização;

c) Não sendo efectuada qualquer entrega de dólares dos Estados Unidos ao Fundo, imposta pelo presente artigo, a importância em falta será suportada, na medida em que a importância não paga eleve para mais de 50 milhões de dólares dos Estados Unidos o total das importâncias em dívida ao Fundo, em virtude do presente artigo, e não liquidadas, pelas Partes Contratantes que, no período contabilístico em causa, tenham créditos bilaterais relativamente à Parte Contratante em falta, proporcionalmente à importância dos ditos créditos bilaterais. Para este efeito, as referidas Partes Contratantes farão entregas de dólares dos Estados Unidos ao Fundo e receberão créditos de igual importância sobre o Fundo; quando a Parte Contratante em falta fizer entregas ao Fundo, em virtude do presente artigo, serão feitos reembolsos por conta dos referidos créditos, proporcionalmente ao seu valor;

d) Os débitos das Partes Contratantes para com o Fundo, resultantes de não ser feita uma entrega de dólares dos Estados Unidos ao Fundo, em virtude do presente artigo, bem como os débitos do Fundo para com as Partes Contratantes, resultantes da aplicação do parágrafo c) do presente artigo, serão expressos em unidades de conta.

ARTIGO 13

Modificação das margens de taxas de câmbio

No caso de os câmbios de compra ou de venda notificados nos termos do artigo 9 anterior serem modificados por uma Parte Contratante, no decurso de um período contabilístico,

1. As importâncias e os saldos indicados no parágrafo a) do artigo 11 antecedente, relativos ao período anterior à modificação, serão notificados pela Parte Contratante em causa e pelas outras Partes Contratantes no que diz respeito às suas relações com a primeira, o mais depressa possível, após a modificação;

2. Os créditos e débitos bilaterais da Parte Contratante em causa serão calculados separadamente para o período anterior e para o período posterior à modificação, na base dos câmbios de compra e venda notificados para cada um desses períodos.

ARTIGO 14

Modificação do preço ou da política do ouro dos Estados Unidos

a) No caso de modificação do preço do ouro fixado pelos Estados Unidos da América, ou de restrição da política de compra e de venda do ouro seguida pelas autoridades financeiras dos Estados Unidos da América relativamente a qualquer Parte Contratante:

1. As Partes Contratantes notificarão, o mais depressa possível, após a alteração ou restrição ocorrida, as importâncias e os saldos aludidos no parágrafo a) do artigo 11 antecedente, relativos ao período anterior àquelas;

2. Os créditos e débitos bilaterais das Partes Contratantes, excluídas as importâncias notificadas em virtude do parágrafo a), 1, do artigo 11 antecedente, serão calculados, para o período anterior à alteração ou à restrição, na base dos câmbios de venda notificados no artigo 9 antecedente, ou das taxas convencionadas, aludidas no parágrafo b), 3, do dito artigo 11; o crédito ou o débito de cada Parte Contratante, assim calculado, será liquidado na data de valor fixada pela Organização, nas condições previstas no artigo 12 antecedente.

3. As importâncias notificadas em virtude do parágrafo a), 1, do artigo 11 antecedente, calculadas em dólares dos Estados Unidos na base dos câmbios de compra notificados para o período anterior à modificação ou à restrição, serão convertidas em ouro na base do preço oficial do ouro fixado pelos Estados Unidos da América antes da modificação ou restrição (com exclusão de qualquer comissão); o crédito ou o débito relativo a cada Parte Contratante correspondente à importância líquida será liquidado em ouro na data de valor fixada pela Organização;

4. Qualquer falta de pagamento em virtude do presente artigo será considerada como uma falta de efectivação de uma entrega de dólares dos Estados Unidos imposta pelo artigo 12 antecedente.

b) No caso de alteração do preço do ouro fixado pelos Estados Unidos da América:

1. A Organização procederá, logo que seja possível, a um exame geral do funcionamento do presente título, a fim de decidir as modificações que se torne necessário fazer às suas disposições para o adaptar à modificação ocorrida;

2. Uma tal decisão não poderá ser tomada senão com o acordo de Partes Contratantes que representem, pelo menos, 50 por cento das contribuições, de harmonia com o artigo 33 subsequente, e o presente título findará relativamente a qualquer Parte Contratante que não participe nessa decisão no fim do período contabilístico durante o qual ela for tomada; contudo, as liquidações respeitantes ao referido período contabilístico serão executadas.

c) No caso de restrição da política de compra e venda de ouro seguida pelas autoridades financeiras dos Estados Unidos da América relativamente a uma Parte Contratante:

1. A Organização procederá, logo que seja possível, a um exame geral do funcionamento do presente título, a fim de decidir em que condições o presente título poderá ser prorrogado posteriormente à restrição ocorrida;

2. Se uma Parte Contratante não participar numa decisão tomada pela Organização nas condições previstas no subparágrafo precedente, o presente título deixará de aplicar-se relativamente a essa Parte Contratante e as outras Partes Contratantes mantê-lo-ão em vigor entre si, sem prejuízo das disposições do parágrafo c) do artigo 33 subsequente, nas condições que elas determinarem; a retirada da Parte Contratante em causa produzirá efeito quando ocorrer a restrição, sem embargo de que as liquidações previstas no presente parágrafo serão executadas.

d) No caso de, quando de uma modificação ou restrição ocorrida nas condições previstas no presente artigo, as liquidações referentes ao período contabilístico anterior a essa modificação ou restrição não tiverem sido efectuadas, o cálculo e a liquidação dos créditos e débitos relativos a esse período contabilístico serão efectuados de conformidade com as disposições do parágrafo a) do presente artigo.

ARTIGO 15

Arranjos *ad hoc*

Os arranjos *ad hoc* estabelecidos entre duas Partes Contratantes para apoio das suas moedas, bem como as emendas aos referidos arranjos, deverão ser notificados à Organização pelas Partes Contratantes em causa, se elas pretenderem que os saldos das contas abertas em virtude dos referidos arranjos possam entrar, eventualmente, no cálculo dos seus créditos e débitos bilaterais.

ARTIGO 16

Acordos bilaterais de pagamentos

a) No caso de se manterem em vigor ou de serem concluídos entre duas Partes Contratantes acordos bilaterais de pagamentos prevendo margens de crédito, tais acordos deverão ser notificados à Organização, com indicação da sua duração, bem como das cláusulas financeiras que contenham e, especialmente, da importância das margens de crédito, da moeda de conta e da taxa convencionada para efeito dos cálculos e das liquidações previstos no presente título. As Partes Contratantes em causa deverão igualmente notificar a Organização das emendas às cláusulas financeiras dos referidos acordos;

b) A Organização poderá dirigir recomendações às Partes Contratantes em causa, com vista à revisão das disposições dos ditos acordos, se considerar que essas disposições podem prejudicar o bom funcionamento do Sistema de Liquidações ou são contrárias aos objectivos previstos no preâmbulo do presente Acordo;

c) Se essas recomendações ficarem sem efeito, a Organização poderá decidir que os saldos das contas abertas em virtude dos referidos acordos não sejam considerados no cálculo dos créditos e débitos bilaterais das Partes Contratantes em causa. Contudo, se, por inobservância de tal decisão, os referidos saldos tiverem sido considerados nas liquidações efectuadas em virtude do artigo 12 anterior, a Parte Contratante cujo crédito líquido tenha sido aumentado ou cujo débito líquido tenha sido diminuído pela inclusão dos saldos abrangidos pela dita decisão fará uma entrega equivalente, em dólares dos Estados Unidos, ao Fundo e o Fundo fará uma entrega equivalente à outra Parte Contratante;

d) As disposições do parágrafo precedente aplicar-se-ão no caso em que os saldos notificados em virtude do parágrafo a), 3, do artigo 11 anterior excedam as margens de crédito previstas pelo acordo em questão, tal como foi notificado à Organização, de conformidade com as disposições do parágrafo a) do presente artigo.

TÍTULO III

Regime administrativo e financeiro

ARTIGO 17

Órgãos administrativos

O funcionamento do Fundo e do Sistema de Liquidações será assegurado, sob a autoridade do Conselho, por um Comité Director e pelo Banco de Pagamentos Internacionais, o qual actuará, em virtude de um acordo entre a Organização e o Banco, como Agente da Organização (designado a seguir por «Agente»).

ARTIGO 18

Conselho

a) O Conselho terá poderes para adoptar as decisões necessárias à execução do presente Acordo, sob reserva das disposições do artigo 19 subsequente;

b) Sob reserva das disposições dos parágrafos c) e f) do presente artigo, do artigo 14 anterior e dos artigos 31 e 32 subsequentes,

1. As decisões tomadas pelo Conselho em virtude do presente Acordo serão tomadas por mútuo acordo de todas as Partes Contratantes, com excepção das que estiverem ausentes ou se abstiverem; e

2. As referidas decisões serão obrigatórias para todas as Partes Contratantes e deixarão de ser obrigatórias

para uma Parte Contratante relativamente à qual o presente Acordo tiver findado, sob reserva das disposições do parágrafo e), 1, do artigo 30 e do parágrafo e), 1, do artigo 33 subsequentes.

c) Não será necessário o acordo de uma Parte Contratante:

1. Quer para se adoptar uma decisão que tenha por fim suspender a aplicação do presente Acordo, no que lhe respeita, de conformidade com o parágrafo a) do artigo 29 a seguir;

2. Quer para se comprovar, de conformidade com o parágrafo b) do artigo 29 subsequente, que ela não efectuou um pagamento devido em virtude das disposições do título II do presente Acordo;

3. Quer para se adoptar uma decisão tomada a seu respeito no decurso do período durante o qual a aplicação do presente Acordo estiver suspensa;

4. Quer para se adoptar uma recomendação tendo por fim rever um acordo bilateral de pagamentos em que ela seja parte, ou uma decisão tendo por fim excluir do cálculo dos seus créditos ou débitos bilaterais os saldos das contas abertas em virtude do referido acordo.

d) O acordo de uma Parte Contratante, para a qual as disposições do título II anterior deixaram de estar em vigor, não será necessário para a adopção de decisões relativas à modificação ou à execução das disposições do título II, com excepção do parágrafo c) do artigo 12. As ditas decisões não serão obrigatórias para essa Parte Contratante, sob reserva das disposições dos parágrafos b) e c) do artigo 14 anterior e do parágrafo b) do artigo 31 subsequente;

e) As decisões do Conselho relativas à liquidação do Fundo serão tomadas por mútuo acordo de todos os Membros da Organização que sejam ou em qualquer momento tenham sido Partes Contratantes no presente Acordo, com excepção dos Membros que estiverem ausentes ou que se abstiverem. As ditas decisões serão obrigatórias para todos os Membros da Organização que sejam ou em qualquer momento tenham sido Partes Contratantes;

f) Qualquer decisão do Conselho, tomada em virtude dos parágrafos b) ou c) do artigo 33 subsequente, será tomada por mútuo acordo de todos os Membros da Organização, com excepção dos que estiverem ausentes ou se abstiverem.

ARTIGO 19

Comité Director

a) O Comité Director compor-se-á de sete membros, o máximo; os membros serão nomeados pelo Conselho, de entre as pessoas indicadas pelas Partes Contratantes. Qualquer membro nomeado por indicação de uma Parte Contratante relativamente à qual o presente Acordo cessar, em virtude dos artigos 30 ou 32 a seguir, deixará de ser, por esse facto, membro do Comité Director. Salvo decisão em contrário da Organização, qualquer membro nomeado por indicação de uma Parte Contratante relativamente à qual for suspensa a aplicação do presente Acordo, em virtude do artigo 29 a seguir, não poderá assistir às sessões do Comité Director enquanto durar a suspensão. O mandato dos membros do Comité Director terá a duração de um ano, salvo decisão em contrário do Conselho, e poderá ser renovado;

b) Cada membro do Comité Director designará um suplente com a aprovação do Conselho. Os suplentes só poderão ser substituídos com a aprovação do Conselho. Eles poderão assistir às sessões do Comité Director e exercerão as funções dos membros quando estes estiverem impedidos;

c) O Conselho designará em cada ano, de entre os membros do Comité Director, um presidente e dois vice-presidentes;

d) Um representante nomeado pelo Governo dos Estados Unidos da América poderá assistir às sessões do Comité Director, com o direito de participar nas suas discussões, mas não nas suas decisões. Esse representante poderá designar um suplente que poderá assistir às sessões do Comité Director e exercer as funções de representante quando este estiver impedido;

e) O presidente do Comité dos Pagamentos Intra-Europeus da Organização poderá igualmente assistir às sessões do Comité Director, com o direito de participar nas suas discussões, mas não nas suas decisões. O Comité Director poderá convidar outras pessoas para assistir às suas sessões;

f) O Comité Director ficará encarregado de vigiar a execução do presente Acordo; para esse efeito, exercerá todos os poderes que lhe forem delegados pelo Conselho. As suas funções serão exercidas de conformidade com as decisões do Conselho. O Comité Director apresentará periodicamente ao Conselho relatórios sobre a execução do seu mandato;

g) As decisões do Comité Director serão tomadas por maioria, ou seja por quatro membros pelo menos. As decisões do Comité Director não poderão ser modificadas pelo Conselho, salvo se forem contrárias ao presente Acordo ou às decisões tomadas anteriormente pelo Conselho;

h) As decisões do Comité Director serão obrigatórias para todas as Partes Contratantes, enquanto o Conselho não tomar uma decisão nos termos do parágrafo g) do presente artigo, e deixarão de ser obrigatórias para uma Parte Contratante relativamente à qual o presente Acordo tiver findado, sob reserva das disposições do parágrafo e), 1, do artigo 30 e do parágrafo e), 1, do artigo 33 subsequentes. Todavia, as decisões do Comité Director relativas à execução das disposições do título II anterior não serão obrigatórias para as Partes Contratantes para as quais as disposições do título II deixaram de vigorar, sob reserva das disposições dos parágrafos b) e c) do artigo 14 anterior e do parágrafo b) do artigo 31 subsequente;

i) O Comité Director adoptará o seu regulamento interno.

ARTIGO 20

Agente

a) O Agente ficará encarregado de assegurar, de conformidade com as decisões do Conselho e do Comité Director, a execução de todas as operações financeiras resultantes do presente Acordo, no que respeita ao Fundo e ao Sistema de Liquidações, e, em particular, a gestão dos haveres do Fundo visados no artigo 22 subsequente;

b) Se uma Parte Contratante, ao comunicar uma informação ao Agente, para os fins do presente Acordo, lhe notificar que deseja que essa informação seja considerada confidencial, o Agente deverá ter na devida conta essa notificação quando fizer uso da informação em causa;

c) O Agente submeterá relatórios periódicos à Organização.

ARTIGO 21

Bancos centrais

A execução de todas as operações financeiras resultantes do presente Acordo, no que se refere a cada uma das Partes Contratantes, será assegurada pelo seu banco central. O banco central de uma Parte Contratante, na aceção tomada no presente Acordo, será o banco

central ou qualquer outra autoridade monetária designada pela dita Parte Contratante.

ARTIGO 22

Haveres do Fundo

a) Os haveres do Fundo serão confiados à Organização e afectados aos fins do presente Acordo;

b) Os haveres do Fundo compreenderão as importâncias pagas ao Fundo, de conformidade com o presente Acordo, os créditos do Fundo resultantes das disposições do presente Acordo, bem como os produtos e rendimentos das ditas importâncias e créditos;

c) Os haveres do Fundo serão utilizados para cobrir os pagamentos feitos pelo Fundo, de conformidade com o presente Acordo, os seus compromissos resultantes das disposições do presente Acordo, bem como os encargos ocasionados pelos referidos pagamentos e pela gestão dos haveres do Fundo e, se a Organização assim o decidir, as despesas feitas em virtude dos artigos 20 e 23.

ARTIGO 23

Contas

a) As contas do Fundo serão escrituradas pelo Agente, que anualmente organizará e submeterá ao Comité Director um balanço e uma conta de ganhos e perdas;

b) As contas e o balanço serão verificados por peritos contabilistas independentes, nomeados pelo Conselho, ao qual apresentarão relatórios;

c) O balanço e a conta de ganhos e perdas serão submetidos à aprovação do Conselho pelo Comité Director.

ARTIGO 24

Unidade de conta

As contas do Fundo serão escrituradas numa unidade de conta fixada em 0,888 670 88 g de ouro fino.

ARTIGO 25

Privilégios e imunidades

a) As disposições dos títulos II e III do Protocolo Adicional n.º 1 à Convenção de Cooperação Económica Europeia, de 16 de Abril de 1948, serão aplicáveis ao Fundo, bem como aos haveres do Fundo, incluindo os rendimentos, sem prejuízo das disposições dos parágrafos b) e c) do presente artigo;

b) Os haveres do Fundo, compreendendo os seus rendimentos, onde quer que se encontrem e quaisquer que sejam os seus detentores, bem como as operações e transacções autorizadas pelo presente Acordo, serão isentos de todos os impostos e de todos os direitos aduaneiros;

c) As disposições do artigo 5 do Protocolo citado no parágrafo a) do presente artigo aplicar-se-ão ao ouro que fizer parte dos haveres do Fundo, bem como a todas as transacções respeitantes a esse ouro.

TÍTULO IV

Disposições finais

ARTIGO 26

Modificações

As disposições dos artigos 3 (incluindo o quadro A), 4 d), 7, 9 a 16 (incluindo o quadro B), 19, 24 e 28 a 33 do presente Acordo poderão ser alteradas por decisão da Organização.

ARTIGO 27

Ratificação

a) O presente Acordo será ratificado pelos signatários; estes submetê-lo-ão, para esse efeito, sem demora, às autoridades constitucionalmente competentes;

b) Os instrumentos de ratificação serão entregues para depósito ao Secretário-Geral da Organização, que notificará de cada depósito todos os signatários;

c) O presente Acordo entrará em vigor logo após o depósito dos instrumentos de ratificação por todos os signatários, contanto que:

1. O Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos se tenha extinguido nas condições previstas no parágrafo c) do artigo 36 do referido Acordo;

2. As condições previstas no parágrafo 12 *bis* do anexo ao Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, para a transferência das importâncias indicadas no artigo 3 a) do presente Acordo, tenham sido cumpridas; e

3. Os signatários do presente Acordo cujas contribuições representem 50 por cento, pelo menos, da importância total das contribuições fixadas no artigo 3 anterior tenham notificado à Organização, antes da extinção do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, a sua intenção de pôr em aplicação o presente Acordo.

d) Contudo, o presente Acordo não entrará em vigor para os signatários relativamente aos quais o Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos tenha findado antes da extinção do dito Acordo e as contribuições desses signatários não serão tidas em conta para os fins do parágrafo c) do presente artigo;

e) Se as autoridades constitucionalmente competentes recusarem autorizar um signatário a ratificar o presente Acordo, o dito signatário deverá informar desse facto a Organização, a qual decidirá, se for caso disso, as medidas a tomar para permitir a entrada em vigor do Acordo.

ARTIGO 28

Adesão

a) Qualquer Membro da Organização, não signatário do presente Acordo, poderá notificar à Organização a sua intenção de aderir ao presente Acordo;

b) Se a Organização der o seu acordo a essa adesão, determinará as condições e a data em que ela terá efeito, sem prejuízo das disposições do parágrafo d) do presente artigo;

c) Tidas em conta as disposições dos parágrafos a) e b) do presente artigo, a adesão efectuar-se-á mediante a entrega, por depósito, de um instrumento de adesão, pelo Membro interessado, ao Secretário-Geral da Organização, o qual notificará desse depósito todas as Partes Contratantes;

d) A contar da data em que a sua adesão tiver efeito, as disposições do título I do presente Acordo aplicar-se-ão ao Membro em causa, como se ele fosse Parte Contratante desde a entrada em vigor do presente Acordo.

ARTIGO 29

Suspensão

a) Contanto que o caso tenha sido examinado pelo Comité Director ou por outro órgão previamente criado ou designado pela Organização para esse efeito, a Organização poderá decidir suspender a aplicação do

presente Acordo relativamente a uma Parte Contratante, em condições determinadas pela Organização:

1. Se essa Parte Contratante não cumprir alguma das obrigações resultantes do presente Acordo, ou das decisões da Organização tomadas em virtude do presente Acordo ou relativas à política comercial ou à liberalização das trocas e das transacções invisíveis; ou

2. Por qualquer outro motivo previsto por uma decisão prévia da Organização.

b) Se a Organização verificar que uma Parte Contratante não efectuou um pagamento devido em virtude das disposições do título II do presente Acordo, a aplicação do presente Acordo ficará suspensa relativamente à dita Parte Contratante. Não poderá ser posto termo a essa suspensão, a não ser por uma decisão da Organização e nas condições que ela fixar;

c) No caso de aplicação das disposições do presente artigo e salvo decisão contrária da Organização:

1. Qualquer decisão tomada pela Organização, em virtude do artigo 7 anterior, deixará de vigorar relativamente à Parte Contratante em causa;

2. Os créditos concedidos pelo Fundo à referida Parte Contratante e por esta utilizados deverão ser reembolsados na data da suspensão; e

3. As disposições dos artigos 4 e 6 anteriores continuarão a aplicar-se à dita Parte Contratante.

ARTIGO 30

Retirada

a) O presente Acordo findará, relativamente a qualquer Parte Contratante que se retirar da Organização, na data em que essa retirada se efectivar ou, se as disposições do título II anterior forem aplicáveis à referida Parte Contratante, no termo do período contabilístico no decurso do qual essa retirada se efectivar, salvo se a Organização fixar outra data;

b) A Organização poderá pôr termo ao presente Acordo, em condições que fixará, relativamente a uma Parte Contratante para a qual a aplicação do presente Acordo for suspensa nas condições previstas no parágrafo a) ou b) do artigo 29 antecedente;

c) Uma Parte Contratante poderá pôr termo ao presente Acordo, no que lhe diz respeito, se a Organização der o seu acordo para o efeito e nas condições por esta fixadas;

d) Posteriormente ao fim do terceiro ano de vigência do presente Acordo, uma Parte Contratante poderá pôr-lhe termo, no que lhe diz respeito, avisando para esse efeito o Secretário-Geral da Organização com três meses de pré-aviso. A retirada tornar-se-á efectiva na data em que o pré-aviso expirar ou, se as disposições do título II anterior forem aplicáveis à Parte Contratante em causa, no termo do período contabilístico no decurso do qual o pré-aviso expirar, contanto que a referida Parte Contratante tenha executado todas as suas obrigações para com o Fundo na data da sua retirada. O Secretário-Geral notificará todas as Partes Contratantes dos pré-avisos recebidos em virtude do presente parágrafo;

e) No caso de aplicação das disposições dos parágrafos a) ou d) do presente artigo:

1. Serão executadas, se for caso disso, as liquidações referentes ao período contabilístico no termo do qual o presente Acordo findar relativamente à Parte Contratante em causa;

2. Continuarão a vigorar as disposições do parágrafo b) do artigo 4 anterior;

3. Os créditos concedidos pelo Fundo à referida Parte Contratante e por esta utilizados deverão ser reembolsados na data em que, relativamente a essa Parte Con-

tratante, cessarem o presente Acordo e, bem assim, as decisões tomadas pela Organização, em virtude do artigo 7 anterior; e

4. A contribuição entregue pela referida Parte Contratante ser-lhe-á reembolsada de conformidade com as disposições seguintes. A dita Parte Contratante receberá uma fracção dos haveres líquidos do Fundo na data em que o presente Acordo findar, no que lhe diz respeito, bem como uma fracção das importâncias anteriormente reembolsadas ao Fundo, relativas a créditos concedidos em virtude do artigo 7 precedente e utilizadas anteriormente à sua retirada. Essa fracção será igual à relação entre a importância da contribuição entregue pela referida Parte Contratante e não reembolsada e o capital do Fundo entregue, não reembolsado e não bloqueado em conta especial, na data em que o presente Acordo findar relativamente à referida Parte Contratante.

f) As disposições do parágrafo e), 3 e 4, do presente artigo não serão aplicáveis a uma Parte Contratante se, anteriormente à data em que o presente Acordo findar, no que lhe diz respeito, a Organização tiver decidido pôr termo ao presente Acordo ou se o total das contribuições das Partes Contratantes, com exclusão das que tenham enviado um pré-aviso à Organização, em virtude do parágrafo d) do presente artigo, for inferior a 50 por cento do valor total das contribuições.

ARTIGO 31

Prorrogação do título II do Acordo

a) Sem prejuízo das disposições do parágrafo c) do artigo 14 anterior, a Organização procederá, três meses, pelo menos, antes do fim do primeiro ano da vigência do presente Acordo, a um exame geral do funcionamento do título II do presente Acordo, a fim de decidir, em consulta com o Governo dos Estados Unidos da América, em que condições o referido título II poderá ser prorrogado para além desse ano;

b) O título II do presente Acordo findará no termo do primeiro ano da vigência do presente Acordo relativamente a qualquer Parte Contratante que não participar na decisão da Organização prevista no parágrafo a) do presente artigo. Contudo, as liquidações referentes ao período contabilístico, no termo do qual o título II do presente Acordo findar, relativamente à Parte Contratante em causa, serão executadas;

c) As outras Partes Contratantes manterão em vigor, entre elas, o título II do presente Acordo, sem prejuízo das disposições do parágrafo c) do artigo 33 subsequente, nas condições que elas determinarem.

ARTIGO 32

Prorrogação do Acordo

a) Sem prejuízo das disposições do artigo 31 anterior, a Organização procederá, três meses antes do fim do terceiro ano da vigência do presente Acordo, a um exame geral do funcionamento do presente Acordo, a fim de decidir, em consulta com o Governo dos Estados Unidos da América, em que condições ele poderá ser prorrogado para além desse ano;

b) O presente Acordo findará no termo do terceiro ano da sua vigência, relativamente a qualquer Parte Contratante que não participar na decisão da Organização prevista no parágrafo a) do presente artigo, e os parágrafos e) e f) do artigo 30 anterior aplicar-se-ão à referida Parte Contratante;

c) As outras Partes Contratantes manterão em vigor, entre elas, o presente Acordo, sem prejuízo das disposições do parágrafo b) do artigo 33 subsequente, nas condições que elas determinarem.

ARTIGO 33

Extinção

a) O presente Acordo poderá ser extinto em qualquer momento, por decisão da Organização;

b) Salvo decisão em contrário da Organização, o presente Acordo findará, depois do fim do terceiro ano da sua vigência, se a soma das contribuições das Partes Contratantes se tornar inferior a 50 por cento da importância total das contribuições;

c) Salvo decisão em contrário da Organização, o título II anterior deixará de estar em vigor se o total das contribuições das Partes Contratantes, às quais são aplicáveis as disposições do dito título II, se tornar inferior a 50 por cento do valor total das contribuições;

d) Para a aplicação dos parágrafos b) e c) do presente artigo, as contribuições serão as importâncias fixadas pelo artigo 3 anterior, quando da entrada em vigor do presente Acordo, para as Partes Contratantes em relação às quais o presente Acordo entrar em vigor;

e) Quando da extinção do presente Acordo e sem prejuízo da aplicação das disposições do parágrafo e) do artigo 30 anterior:

1. Serão executadas, se for caso disso, as operações relativas ao período contabilístico no termo do qual o presente Acordo findar;

2. Continuarão a vigorar as disposições do parágrafo b) do artigo 4 anterior;

3. Os créditos concedidos pela Organização às Partes Contratantes em virtude do artigo 7 anterior e por elas utilizados deverão ser reembolsados nas condições em que tiverem sido concedidos;

4. O Fundo será liquidado de conformidade com as disposições do Anexo ao presente Acordo, que dele faz parte integrante, e continuará a vigorar até à conclusão das medidas previstas no referido Anexo.

ANEXO

Liquidação do Fundo

1. — a) Quando da extinção do presente Acordo, o Fundo continuará em existência, para a sua liquidação, até à data do vencimento do último reembolso devido, em relação aos créditos concedidos em virtude do artigo 7 do Acordo (os referidos reembolsos, com exclusão dos juros pagos, serão designados a seguir por «reembolsos de créditos»);

b) Se nessa data não tiverem sido efectuados todos os reembolsos de créditos, a Organização poderá decidir manter o Fundo em existência, o mais tardar até à data do último reembolso de créditos. A referida decisão não poderá ser tomada senão com o acordo do Governo dos Estados Unidos da América, no caso em que este tiver previamente usado da faculdade prevista no subparágrafo c) do parágrafo 9 a seguir.

2. — a) Os haveres líquidos do Fundo, ao findar o Acordo ou, se for caso disso, no termo das liquidações referentes ao período contabilístico no fim do qual o Acordo cessar, assim como as importâncias provenientes dos reembolsos de créditos, as importâncias provenientes dos pagamentos feitos em virtude do parágrafo b) do artigo 4 do Acordo e as importâncias entregues ou transferidas em virtude do subparágrafo b) do parágrafo 5 subsequente e do subparágrafo c) do parágrafo 6 subsequente, serão utilizados:

1. Para o reembolso das contribuições entregues pelas Partes Contratantes, proporcionalmente à importância das referidas contribuições; e

2. Para a reconstituição das importâncias transferidas da União Europeia de Pagamentos para o Fundo, indicadas no artigo 3, a), do Acordo, até à importância equivalente a 271 575 000 dólares dos Estados Unidos (designada a seguir por «capital residual»).

b) Os créditos das Partes Contratantes relativos ao reembolso das suas contribuições, resultantes das disposições do subparágrafo precedente, serão compensados, se for caso disso, com os seus débitos relativos a reembolsos de créditos, devendo a compensação incidir sobre os primeiros reembolsos de créditos a vencer;

c) A importância das contribuições reembolsada deverá ser igual à importância do capital residual reconstituído, sob reserva das disposições dos parágrafos 3 e 4 subsequentes.

3. Antes de se efectuar qualquer pagamento, em conformidade com o parágrafo 2 antecedente:

1. As importâncias bloqueadas em virtude do artigo 5 do Acordo e que não foram novamente postas à disposição do Fundo serão utilizadas para a reconstituição do capital residual;

2. O excedente dos juros e rendimentos recebidos pelo Fundo sobre os juros e encargos pagos pelo Fundo até ao termo do Acordo ou, se for caso disso, até ao termo das liquidações referentes ao período contabilístico no fim do qual o Acordo findar, será distribuído entre o capital residual e as Partes Contratantes, proporcionalmente à média das importâncias entregues ao Fundo, em virtude dos parágrafos a) a c) e do parágrafo d) do artigo 4 do Acordo, tendo em conta os juros já pagos a cada uma das Partes Contratantes; finalmente,

3. As contribuições cujo pagamento tiver sido diferido de conformidade com uma decisão tomada pela Organização, em virtude do parágrafo d) do artigo 4 do Acordo, serão reembolsadas nas condições previstas para o reembolso das contribuições nos subparágrafos a) e b) do parágrafo 2 anterior.

4. Mediante decisão tomada pela Organização no decurso das últimas fases da liquidação:

1. Os créditos do Fundo indicados no parágrafo b) do artigo 4 do Acordo serão levados a crédito do capital residual, que será considerado como reconstituído até à equivalência das importâncias ainda não pagas a título dos referidos créditos, contanto que seja feito um reembolso igual às Partes Contratantes, nas condições previstas, nos subparágrafos a) e b) do parágrafo 2 anterior, para o reembolso das contribuições; e

2. Será feito um reembolso às Partes Contratantes ou será afectada uma quantia à reconstituição do capital residual, nas condições previstas nos subparágrafos a) e b) do parágrafo 2 anterior, de modo que a importância das contribuições ainda não reembolsadas seja igual à importância do capital residual pago ao Fundo e ainda não reconstituído.

5. — a) Qualquer falta de reembolso dos créditos será suportada metade pelo capital residual e metade pelas Partes Contratantes, proporcionalmente às importâncias das suas contribuições. Para este efeito atribuir-se-á um crédito ao capital residual, que será considerado como reconstituído numa importância igual

à desse crédito, e conceder-se-á um crédito a cada uma das Partes Contratantes, cuja contribuição será considerada reembolsada pelo mesmo valor, sendo os referidos créditos reembolsáveis por meio de reembolsos de créditos feitos pela Parte Contratante em falta;

b) Na medida em que os créditos atribuídos ao capital residual ou a uma Parte Contratante, em virtude do presente parágrafo, excederem a importância do capital residual pago ao Fundo e ainda não reconstituído ou a importância da contribuição da referida Parte Contratante paga e não reembolsada, uma importância em ouro será, conforme o caso, transferida do capital residual e colocada à disposição do Fundo ou entregue ao Fundo pela Parte Contratante em causa;

c) Quando o Fundo deixar de existir, os créditos atribuídos em virtude do presente parágrafo serão, se for caso disso, substituídos por créditos sobre a Parte Contratante em falta. As condições desses créditos serão determinadas de maneira uniforme pela Organização.

6. — a) Qualquer falta de realização de um pagamento devido ao Fundo, em virtude do artigo 12 do Acordo ou de uma decisão da Organização tomada em virtude do parágrafo c) do artigo 16 do Acordo, será, até à importância de 50 milhões de dólares dos Estados Unidos, suportada, quando o Fundo deixar de existir, metade pelo capital residual e metade pelas Partes Contratantes, proporcionalmente às importâncias das suas contribuições;

b) Para este efeito, um crédito sobre a Parte Contratante em falta será atribuído ao capital residual, que será considerado como reconstituído, e um crédito sobre a Parte Contratante em falta será atribuído a cada uma das Partes Contratantes, cuja contribuição será considerada como reembolsada numa importância igual ao crédito que lhe for atribuído. As condições desses créditos serão determinadas de maneira uniforme pela Organização;

c) Na medida em que os créditos atribuídos ao capital residual ou a uma Parte Contratante, de conformidade com o presente parágrafo, excederem a importância do capital residual pago ao Fundo e ainda não reconstituído ou a importância da contribuição da referida Parte Contratante paga e não reembolsada, uma importância em ouro será, conforme o caso, transferida do capital residual e colocada à disposição do Fundo ou entregue ao Fundo pela Parte Contratante em causa;

d) Quando o Fundo deixar de existir, os créditos atribuídos em virtude do parágrafo c) do artigo 12 do Acordo, se for caso disso, serão substituídos por créditos sobre a Parte Contratante em falta. As condições desses créditos serão determinadas de maneira uniforme pela Organização.

7. Nenhum reembolso será efectuado, em virtude do presente Anexo, a favor de qualquer parte Contratante que não tiver efectuado um pagamento de ouro ou de dólares dos Estados Unidos devido ao Fundo.

8. O excedente dos juros recebidos pelo Fundo sobre os encargos pagos pelo Fundo posteriormente à extinção do Acordo, ou, se for esse o caso, no termo das liquidações referentes ao período contabilístico no fim do qual o Acordo findar, será repartido entre o capital residual e as Partes Contratantes proporcionalmente à média das importâncias entregues ao Fundo, em virtude dos parágrafos a) a c) e do parágrafo d) do artigo 4 do Acordo.

9. — a) Sob reserva das disposições dos subparágrafos b) e c) do presente parágrafo, as importâncias destinadas à reconstituição do capital residual, as importâncias desse capital que não tiverem sido pagas ao Fundo nas condições previstas no parágrafo c) do artigo 4 do Acordo, bem como as importâncias atribuídas

ao capital residual, em virtude dos parágrafos 3 (2) e 8 anteriores, serão repartidas entre os países Membros da Organização na proporção fixada no quadro C seguinte, sendo cada haver repartido segundo essa proporção. Para os efeitos desta repartição, as importâncias que não tiverem sido pagas ao Fundo, nas condições previstas no parágrafo c) do artigo 4 do Acordo, serão postas à disposição do Fundo.

Quadro C

Membros da organização	Proporção
Alemanha	18,902
Áustria	4,252
U. E. B. L.	4,833
Dinamarca	2,224
França	17,189
Grécia	5,088
Irlanda	1,146
Islândia	0,179
Itália	10,278
Noruega	2,295
Países Baixos	6,592
Portugal	0,804
Reino Unido	23,489
Suécia	1,172
Suiça	—
Turquia	1,507
	100

b) Contudo, se um signatário do presente Acordo não efectuar um pagamento de ouro ou de dólares dos Estados Unidos, devido em virtude do presente Acordo ou de uma decisão tomada pela Organização, de conformidade com o presente Acordo, ele não participará da repartição prevista no presente parágrafo, salvo decisão em contrário da Organização;

c) A aplicação das disposições dos subparágrafos a) e b) do presente parágrafo será subordinada ao acordo do Governo dos Estados Unidos da América, o qual poderá decidir, em consulta com a Organização, reservar o todo ou parte das importâncias indicadas no subparágrafo a) do presente parágrafo para benefício dos países Membros da Organização, individual ou colectivamente. No caso de o Governo dos Estados Unidos da América se decidir pela não aplicação dos subparágrafos a) e b) do presente parágrafo, deverá notificá-lo à Organização dentro de três meses após a extinção do presente Acordo;

d) As importâncias repartidas em virtude dos subparágrafos a) e b) ou do subparágrafo c) do presente parágrafo deverão ser utilizadas para facilitar a manutenção da transferibilidade das moedas europeias, promover a liberalização das trocas dos países Membros da Organização, entre si ou com outros países, promover a produção industrial e agrícola e favorecer a manutenção da estabilidade financeira interna;

e) Os créditos das Partes Contratantes sobre o Fundo, relativos à repartição do capital residual, serão compensados, se for caso disso, com os seus débitos para com o Fundo, devendo a compensação incidir sobre os primeiros reembolsos a vencer. As importâncias que não forem atribuídas em consequência dessa compensação serão utilizadas nas condições previstas no parágrafo 2 anterior.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo assinados, devidamente habilitados, apuseram as suas assinaturas no presente Acordo.

Feito em Paris, aos cinco de Agosto de mil novecentos e cinquenta e cinco, em francês e inglês, fazendo

igualmente fé ambos os textos, em um único exemplar, o qual ficará depositado junto do Secretário-Geral da Organização Europeia de Cooperação Económica, que dele enviará uma cópia autenticada a todos os signatários.

Pela República Federal da Alemanha:

Karl Werkmeister.

Pela República da Áustria:

Herbert Prack.

Pelo Reino da Bélgica:

R. Ockrent.

Pelo Reino da Dinamarca:

H. Hjorth-Nielsen.

Pela República Francesa:

François Valéry.

Pelo Reino da Grécia:

Théodore Christidis.

Dado que a Irlanda faz parte da zona do esterlino, as disposições do presente Acordo não exigem da sua parte nenhuma medida especial e o presente Acordo é assinado em nome da Irlanda sob a reserva de que fica entendido que o funcionamento do dito Acordo não modificará em nada os acordos que regulam os pagamentos entre ela e as outras Partes Contratantes. — Pela Irlanda:

William P. Fay.

Pela República da Islândia:

Pétur Benediktsson.

Pela República Italiana:

Leonardo Vitetti.

Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:

Robert Als.

Pelo Reino da Noruega:

Jens Boyesen.

Pelo Reino dos Países Baixos:

J. C. Kruisheer.

Pela República Portuguesa:

R. T. Guerra.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

W. Harphan.

Pela Suécia:

Ingemar Hägglof.

Pela Confederação Suíça:

Gérard Bauer.

Pela República Turca:

Ad referendum.

Mehmet Ali Tiney.

A presente cópia está conforme o exemplar único do Acordo Monetário Europeu, redigido nas línguas francesa e inglesa, assinado em Paris aos cinco de Agosto de mil novecentos e cinquenta e cinco e depositado no Arquivo da Organização Europeia de Cooperação Económica.

O Secretário-Geral Adjunto da Organização Europeia de Cooperação Económica, *H. J. B. Lintott*.

Protocolo de aplicação provisória do Acordo Monetário Europeu

Os signatários do Acordo Monetário Europeu (designado a seguir por «Acordo»), assinado nesta data;

Considerando o Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos de 19 de Setembro de 1950 e, em particular, o artigo 36 do referido Acordo;

Desejando dar efeito ao Acordo, se o Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos findar nas condições previstas no parágrafo c) do artigo 36 do referido Acordo;

Acordaram no que segue:

1. — a) Sob reserva das disposições do parágrafo 3 a seguir, as Partes do presente Protocolo aplicarão a título provisório as disposições do Acordo, como se o Acordo tivesse entrado em vigor a contar da extinção do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, nas condições previstas no parágrafo c) do artigo 36 do mesmo Acordo, contando que:

1. As condições previstas no parágrafo 12 *bis* do anexo B ao referido Acordo para a transferência das importâncias indicadas no parágrafo a) do artigo 3 do Acordo tenham sido cumpridas; e

2. Signatários do Acordo cujas contribuições representem 50 por cento, pelo menos, da importância total das contribuições fixadas no artigo 3 do Acordo notifiquem a Organização, antes da extinção do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, da sua intenção de pôr em aplicação o Acordo.

b) Todavia, o Acordo não será aplicado pelas Partes do presente Protocolo para as quais o Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos tiver findado antes da extinção do dito Acordo e as contribuições das referidas Partes não serão tidas em conta para os fins do subparágrafo a) do presente parágrafo.

2. O presente Protocolo entrará em vigor a partir do dia de hoje, sob reserva das disposições do parágrafo 3 subsequente, e manter-se-á em vigor até à entrada em vigor do Acordo; as disposições dos artigos 29, 30, 31, 32 e 33 do Acordo aplicar-se-ão ao presente Protocolo nas mesmas condições que ao Acordo.

3. Se uma Parte do presente Protocolo declarar, no acto da sua assinatura, que o Acordo não poderá ser aplicado, no que lhe disser respeito, a não ser na condição de ser ratificado de conformidade com as disposições da sua lei constitucional,

1. O presente Protocolo entrará em vigor, no que respeita à referida Parte, na data do depósito do seu instrumento de ratificação, efectuado de conformidade com as disposições do artigo 27 do Acordo; e

2. As disposições do Acordo aplicar-se-ão então a título provisório, no que respeita à referida Parte, como se tivesse produzido os seus efeitos a contar da data prevista no parágrafo 1 anterior ou se a referida Parte, ao depositar o seu instrumento de ratificação, notificar à Organização Europeia de Cooperação Económica (designada a seguir por «Organização») que isso não é possível, desde a data desse depósito ou, se for caso disso, no início do período contabilístico em curso no momento desse depósito.

4. Qualquer Membro da Organização que aderir ao Acordo, em conformidade com as disposições do artigo 28 do Acordo, antes da sua entrada em vigor poderá aderir ao presente Protocolo consoante as modalidades e na data fixada pela Organização.

5. — a) Qualquer Parte do presente Protocolo poderá retirar-se dele, dando, por escrito, um pré-aviso de retirada ao Secretário-Geral da Organização (designado a seguir por «Secretário-Geral») no caso de não estar em condições de ratificar o Acordo e ter disso informado a Organização, de conformidade com as disposições do parágrafo e) do artigo 27 do Acordo.

b) Na data em que for feito o pré-aviso ou, se for caso disso, no fim do primeiro período contabilístico que se seguir à data do aviso, ou ainda numa data posterior, que poderá ser fixada nesse mesmo pré-aviso, a Parte da qual ele emana cessará de ser Parte do presente Protocolo;

c) O Secretário-Geral informará imediatamente todas as Partes do presente Protocolo, assim como o Agente, no sentido do artigo 20 do Acordo, de qualquer pré-aviso dado em virtude do presente parágrafo.

6. Salvo decisão em contrário da Organização, o presente Protocolo cessará se o total das contribuições das Partes do presente Protocolo se tornar inferior a 50 por cento da importância total das contribuições. Para a aplicação do presente parágrafo, as contribuições serão as importâncias fixadas pelo artigo 3 do Acordo, quando da entrada em aplicação do Acordo, para as Partes do presente Protocolo em relação às quais o Acordo for posto em aplicação.

7. No caso de aplicação das disposições dos parágrafos 5 ou 6 anteriores,

1. Serão executadas, se for caso disso, as liquidações relativas ao período contabilístico no termo do qual o presente Protocolo cessar relativamente à Parte em causa ou à generalidade das Partes do presente Protocolo; e

2. Os direitos e obrigações da Parte ou Partes em causa serão fixados, consoante o caso, de conformidade com as disposições dos parágrafos e) e f) do artigo 30 ou do anexo ao Acordo.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo assinados, devidamente habilitados, apuseram as suas assinaturas no presente Protocolo.

Feito em Paris, aos cinco de Agosto de mil novecentos e cinquenta e cinco, em francês e inglês, fazendo igualmente fé ambos os textos, em um único exemplar, o qual ficará depositado junto do Secretário-Geral da Organização Europeia de Cooperação Económica, que dele enviará uma cópia autenticada a todos os signatários do presente Protocolo.

Pela República Federal da Alemanha:

Karl Werkmeister.

Pela República da Austria:

Herbert Prack.

Pelo Reino da Bélgica:

R. Ockrent.

Pelo Reino da Dinamarca:

H. Hjorth-Nielsen.

Pela República Francesa:

François Valéry.

Pelo Reino da Grécia:

Théodore Christidis.

Pela Irlanda:

William P. Fay.

Pela República da Islândia:

Pétur Benediktsson.

Pela República Italiana:

Leonardo Vitetti.

Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:

Robert Als.

Pelo Reino da Noruega:

Jens Boyesen.

Pelo Reino dos Países Baixos:

J. C. Kruisheer.

Pela República Portuguesa:

R. T. Guerra.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

W. Harphan.

Pela Suécia:

Ingemar Häggblöf.

Pela Confederação Suíça:

Gérard Bauer.

Pela República Turca:

Ad referendum.

Mehmet Ali Tiney.

A presente cópia está conforme o exemplar único do Protocolo de aplicação provisória do Acordo Monetário Europeu, redigido nas línguas francesa e inglesa, assinado em Paris aos cinco de Agosto de mil novecentos e cinquenta e cinco e depositado no Arquivo da Organização Europeia de Cooperação Económica.

O Secretário-Geral Adjunto da Organização Europeia de Cooperação Económica, *H. J. B. Lintott.*

Protocolo adicional n.º 2, emendando o Acordo Monetário Europeu de 5 de Agosto de 1955

Os Governos da República Federal da Alemanha, da República da Austria, do Reino da Bélgica, do Reino da Dinamarca, da República Francesa, do Reino da Grécia, da Irlanda, da República da Islândia, da República Italiana, do Grão-Ducado do Luxemburgo, do Reino da Noruega, do Reino dos Países Baixos, da República Portuguesa, do Reino Unido da Grã-Breta-

nha e da Irlanda do Norte, do Reino da Suécia, da Confederação Suíça e da República Turca;

Signatários do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, assinado em 19 de Setembro de 1950, e do Protocolo de aplicação provisória do dito Acordo, assinado no mesmo dia, o qual estabelece, no seu parágrafo 1), que o dito Acordo é aplicado a título provisório como se tivesse produzido os seus efeitos a contar de 1 de Julho de 1950;

Signatários dos Protocolos Adicionais n.ºs 2 a 9, emendando o citado Acordo, e assinado, respectivamente, em 4 de Agosto de 1951, em 11 de Julho de 1952, em 30 de Junho de 1953, em 30 de Junho de 1954, em 29 de Junho de 1955, em 5 de Agosto de 1955, em 29 de Junho de 1956 e em 28 de Junho de 1957;

Considerando, em particular, o artigo 36 do dito Acordo e o parágrafo 12 *bis* do anexo B a este Acordo;

Igualmente signatários do Acordo Monetário Europeu, assinado em 5 de Agosto de 1955, e do Protocolo de aplicação provisória deste Acordo, assinado no mesmo dia, o qual dispõe no seu parágrafo 1 que as Partes do Protocolo aplicarão este Acordo a título provisório, a contar da extinção do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, nas condições previstas no parágrafo c) do artigo 36 deste último Acordo, sob reserva de que as condições previstas no subparágrafo a) do mencionado parágrafo 1 sejam cumpridas;

Considerando, em particular, os artigos 3, 4 e 5 do Acordo Monetário Europeu;

Tendo acordado em fazer certas emendas ao parágrafo 12 *bis* do anexo B ao Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos e aos artigos 3, 4 e 5 do Acordo Monetário Europeu;

Considerando a decisão de 27 de Junho de 1958, pela qual o Conselho da Organização Europeia de Cooperação Económica aprovou os textos do Protocolo Adicional n.º 10, emendando o Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos e do presente Protocolo Adicional;

Signatários do Protocolo Adicional n.º 10, emendando o Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, assinado em 27 de Junho de 1958;

Desejando dar efeito às disposições do mencionado Protocolo Adicional, a contar da extinção do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos;

Acordaram no que segue:

ARTIGO 1

O artigo 3 do Acordo Monetário Europeu é modificado como segue:

ARTIGO 3

Capital do Fundo

O capital do Fundo compor-se-á:

a) — 1. De uma importância de 113 037 000 unidades de conta, definidas nos termos do artigo 24;

2. De uma importância equivalente a 123 538 000 dólares dos Estados Unidos, composta:

A. Da importância suplementar de unidades de conta equivalendo à importância total de dólares dos Estados Unidos que possa ter sido posta à disposição da União pelo Governo dos Estados Unidos da América depois de 5 de Agosto de 1955 (designada a se-

guir por «importância suplementar»), e

B. Do saldo, em dólares dos Estados Unidos, da importância subscrita pelo Governo dos Estados Unidos da América;

3. De créditos sobre a Noruega e a Turquia, respectivamente de 10 000 000 e 25 000 000 de unidades de conta;

transferidos da União Europeia de Pagamentos para o Fundo, de conformidade com as disposições do parágrafo 12 *bis* do anexo B ao Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos;

b) De contribuições das Partes Contratantes, atingindo o total de 328 425 000 unidades de conta; as importâncias destas contribuições são indicadas no quadro A seguinte:

Quadro A

Partes contratantes	Importância das contribuições — Em unidades de conta
Alemanha	42 000 000
Austria	5 000 000
U. E. B. L.	30 000 000
Dinamarca	15 000 000
França	42 000 000
Grécia	2 850 000
Islândia	1 000 000
Itália	15 000 000
Noruega	15 000 000
Países Baixos	30 000 000
Portugal	5 000 000
Reino Unido	86 575 000
Suécia	15 000 000
Suíça	21 000 000
Turquia	3 000 000
<i>Total</i>	<i>328 425 000</i>

ARTIGO 2

a) O parágrafo a) do artigo 4 do Acordo Monetário Europeu é modificado como segue:

ARTIGO 4

Entrega do capital

a) A importância de 113 037 000 unidades de conta indicada no artigo anterior e a importância suplementar serão transferidas para o Fundo em ouro, em dólares dos Estados Unidos ou em moedas convertíveis de países que não sejam as Partes Contratantes do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos, logo que o presente Acordo entre em vigor.

b) O parágrafo c) do artigo 4 do Acordo Monetário Europeu é modificado como segue:

c) A importância suplementar e o saldo da importância subscrita pelo Governo dos Estados Unidos da América, indicada no parágrafo a), 2, do artigo anterior, será posta à disposição do Fundo, de conformidade com as decisões da Organização, na medida necessária para manter os haveres líquidos do Fundo no nível indispensável para lhe permitir fazer face, em qualquer momento, às suas obrigações, sob a condição de:

1. As Partes Contratantes terem pago ao Fundo, a título das suas contribuições, uma importância total de 148 037 000 unidades de conta;

2. No momento de qualquer fracção da importância suplementar ou do referido saldo ser posta à disposição do Fundo, as Partes Contratantes pagarem, a título das suas contribuições, uma importância equivalente;

3. A importância suplementar ser posta à disposição do Fundo antes do dito saldo ou de qualquer fracção desse saldo.

ARTIGO 3

O parágrafo d) do artigo 5 do Acordo Monetário Europeu é modificado como segue:

d) As importâncias bloqueadas em virtude do parágrafo precedente não poderão ser utilizadas para os fins do presente Acordo antes da sua extinção. Todavia, se as Partes Contratantes forem de novo chamadas a efectuar pagamentos relativos às suas contribuições, essas importâncias deverão ser postas novamente à disposição do Fundo até um total equivalente ao dos pagamentos efectuados. Enquanto a totalidade das importâncias bloqueadas não tiver sido novamente posta à disposição do Fundo nenhuma nova fracção da importância suplementar ou do saldo da importância subscrita pelo Governo dos Estados Unidos da América, a que se refere a alínea a), 2, do artigo 3, poderá ser posta à disposição do Fundo.

ARTIGO 4

1. Os artigos 1 a 3 do presente Protocolo Adicional fazem parte integrante do Acordo Monetário Europeu.

2. O presente Protocolo Adicional será ratificado. Entrará em vigor quando da entrada em vigor do Acordo Monetário Europeu ou, se o presente Protocolo Adicional não estiver ratificado por todos os signatários nessa data, entrará em vigor a partir do momento em que todos os signatários depositem os instrumentos de ratificação.

3. O presente Protocolo Adicional permanecerá em vigor até à extinção do Acordo Monetário Europeu; as disposições dos artigos 30, 31, 32 e 33 deste Acordo aplicam-se ao presente Protocolo Adicional nas mesmas condições em que se aplicam a este Acordo.

ARTIGO 5

Não obstante as disposições do parágrafo 2 do artigo 4, as Partes do presente Protocolo Adicional aplicarão as disposições deste Protocolo, com efeitos a partir da extinção do Acordo para o Estabelecimento de uma União Europeia de Pagamentos.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo assinados, devidamente habilitados, apuseram as suas assinaturas no presente Protocolo Adicional ¹.

Feito em Paris, aos vinte e sete de Junho de mil novecentos e cinquenta e oito, em francês e em inglês, fazendo igualmente fé ambos os textos, em um único exemplar, o qual ficará depositado junto do Secretário-Geral da Organização Europeia de Cooperação Económica, que dele enviará uma cópia autenticada a todos os signatários do presente Protocolo Adicional.

¹ A assinatura em nome da Irlanda foi feita com a seguinte reserva:

Dado que a Irlanda faz parte da zona do esterlino, as disposições do presente Protocolo Adicional não exigem da sua parte nenhuma medida especial e o presente Protocolo Adicional é assinado em nome da Irlanda, sob a reserva de que fica entendido que o funcionamento do dito Protocolo Adicional não modificará em nada os acordos existentes que regulam os pagamentos entre ela e as outras Partes Contratantes.

Tinha sido feita uma declaração análoga quando da assinatura do próprio Acordo.